CMJN

EN QUÊTE

100 F

JEUDI 26 OCTOBRE 2017
NUMÉRO 1901

INSTITUTIONS ET MINISTÈRES SANS LOCAUX

Les mal lotis de la République


Tanor Dieng


Gladima Siby


Mame Mbaye Niang

La formation du gouvernement Dionne II, le 7 septembre dernier, n'est pas sans conséquence pour certains ministères qui peinent à être bien logés ; Le Hcct toujours sans abri.
Abdou Karim Fofana (Agpbe) : "L'Etat a bien sûr des bâtiments, mais il peut y avoir une période de flottement de deux semaines, voire un mois".

P. 3

AFFAIRE DE LA DROGUE DE LAMANTIN BEACH

Un combat à plusieurs manches


Luc Nicolaï

P.5

SÉDHIOU

Le directeur de l'hôpital tente de se suicider

P.2

JOSÉ DA SILVA (DIRECTEUR SONY MUSIC AFRIQUE)

"Les artistes sénégalais nous intéressent"



P.6

INTÉGRITÉ DANS LE SPORT

Interpol et CIO se posent en sentinelles



P.12



TENTATIVE RATÉE DE SUICIDE DU DIRECTEUR DE L'HOPITAL RÉGIONAL DE SÉDHIOU

Doudou Diouf évacué sur Dakar



Une fois n'est pas coutume, c'est le médecin Doudou Diouf qui a été sauvé d'une tentative de suicide. L'actuel directeur de l'hôpital régional de Sédhiou a tenté de mettre fin à sa vie hier. Sauvé par ses collaborateurs, il a été évacué à Dakar à bord d'un avion médicalisé.

Nommé à ce poste en 2016, Doudou Diouf a remplacé Cheikh Mbaye Seck, titulaire d'un master professionnel en Sciences de gestion, qui est actuellement directeur de l'hôpital régional de Kolda. Depuis lors, il vivait un parfait amour avec ses collaborateurs de l'hôpital.

Quid des causes ? Il est prématuré d'en avancer une. Mais sur le plan professionnel, depuis quelque temps, le torchon brûle entre lui et les syndicalistes affiliés au Syndicat unique des travailleurs de la santé et de l'action sociale (SUTSAS). Une situation qui est à l'origine d'une brouille entre les travailleurs et la direction, les syndicalistes exigeant de la direction la transparence dans la gestion des fonds.

D'ailleurs, le jeudi 19 octobre dernier, une rencontre entre les protagonistes était prévue autour d'un garant de l'Etat, du médecin-chef de région et du Président du Conseil d'administration, par ailleurs Président du Conseil départemental de Sédhiou.

"Les syndicalistes du SUTSAS ont vivement critiqué sa gestion. D'ailleurs, lors du face-à-face avec la presse, Doudou Diouf était absent de Sédhiou. Il a appris leur sortie là où il était en voyage. Mais dès son retour, nous avons constaté qu'il était complètement déséquilibré. Parce qu'il était dépassé par la tournure de l'évènement", a expliqué un de ses collaborateurs qui préfère garder l'anonymat.

Ce dernier poursuit : "Ce mercredi 25 octobre il était absent de l'hôpital durant toute la journée. Les gens se posaient des questions sur son absence. C'est ainsi que nous avons jugé nécessaire d'aller chez lui, comme il vit avec son neveu dans une résidence non loin de l'hôpital, pour nous enquérir de sa situation. Arrivés sur les lieux, nous étions surpris. Car il baignait dans une mare de sang dans sa chambre. Il a coupé deux veines de ses mains et du cou. C'est ainsi que nous avons fait appel à la gendarmerie qui est venue constater les faits", poursuit-il

Informés, le gouverneur de région, le médecin chef régional de Sédhiou, élus locaux, populations et certains notables de la ville ont pris d'assaut le domicile de Doudou Diouf pour s'enquérir de la situation. Selon les enquêteurs, les causes de cette tentative de suicide restent inconnues. D'ailleurs, une information a été ouverte par la gendarmerie pour en déterminer les causes. Présentement, la victime a été évacuée hier vers 17 heures à Dakar à bord d'un avion médicalisé, pour des soins. ■

ACCIDENT MORTEL

La route Linguère-Matam a encore fait des victimes. Après l'accident survenu le 1er octobre 2017 dernier ayant entraîné la mort de deux inspecteurs de l'Education, un autre s'est produit hier mercredi à Oulal, dans le département de Ranérou, à 90 km de Linguère. Cette fois-ci, le bilan est lourd car l'on dénombre six morts et une dizaine de blessés dont 2 dans un état critique. Des passagers d'un minicar de marque Toyota immatriculé MT 0064 A en partance pour Dakar, pris de panique par l'éclatement d'un des pneus arrière, se sont projetés en dehors du véhicule, lequel a fait plusieurs tonneaux. Les six passagers décédés dont une femme du nom de Fatimata Sarr vivant en France ont succombé sur le coup. Leurs corps sans vie ont été aussitôt acheminés à l'hôpital Maguette Lo de Linguère, ainsi que les blessés parmi lesquels des étudiants, par les éléments de la Brigade des sapeurs-pompiers de Louga.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU SÉNÉGAL

Dans le cadre de la réalisation de l'Histoire générale du Sénégal des origines à nos jours, le Comité de pilotage a décidé d'élargir la gamme de ses activités, en mettant en œuvre une série de projets destinés à tirer le maximum de profits de la masse d'informations accumulées par les chercheurs, les historiens et les traditionnistes. D'après un communiqué du coordonnateur général, le Pr Iba Der Thiam, quatre points sont retenus pour le moment. D'abord, une série "Etudes et Documents pédagogiques" qui devraient être constituée de plaquettes de vulgarisation, de 50 à 70 pages maximum, destinées au public, à la jeunesse, aux médias et aux Sénégalais de l'extérieur. Cette partie abordera des sujets, thèmes, personnalités, séquences historiques..., dont la plupart ne sont pas de notoriété publique.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU SÉNÉGAL (SUITE)

Le deuxième projet concerne la création d'une Revue illustrée d'Histoire, un bimensuel qui serait animée par des historiens et chercheurs, spécialistes des langues nationales, de l'Arabe et du Français. Ensuite, un troisième jet devra concerner la confection d'un Dictionnaire historique sur le Sénégal, qui mettrait à la disposition du public un outil irremplaçable pour la connaissance de notre peuple. Enfin, une encyclopédie sur le Sénégal, utilisant toute la masse critique d'informations accumulée par ces différents projets et par l'Histoire Générale du Sénégal des Origines à nos Jours, sera également rédigée.

GRPC

Les divergences ont la peau dure dans le Sud. Le forum qui doit se tenir ce samedi à Kabadio, sur le zircon, à l'initiative du Groupe de réflexion pour la paix en Casamance (Grpc), n'agrée pas tout le monde, selon un communiqué dudit Groupe. Malgré toute la bonne foi qu'il tente de montrer, son coordonnateur Robert Sagna fait l'objet d'attaques de la part de l'ancien député Abdou Sané. "Le Collectif anti zircon saisit le Préfet et le commandant de Brigade contre la venue de Robert Sagna et Cie… Les populations ont dit non ce jour à ces manipulations de ces personnes qui sont à la base et à l'origine de ce projet minier australo-chinois qui transpire la corruption à plein nez...", a-t-il publié sur sa page Facebook le 22 octobre dernier. Ce, après avoir préalablement assisté à des concertations du Grpc sur la programmation d'une date de tenue d'un forum (ce samedi) pour justement aborder la question du zircon. Une attitude que semble ne pas comprendre le Grpc qui déclare être profane comme tant d'autres sur le sujet et organise ce forum inclusif pour éviter tout malentendu. "Cette suggestion du Grpc est motivée par le souci de ne pas venir ajouter un problème supplémentaire au conflit armé que nous vivons déjà, et de calmer les esprits pour consolider l'accalmie observée sur le terrain depuis 3 ans", précisent-ils dans un communiqué qui avance par ailleurs que le Groupe n'a pas abordé la question du zircon lors de sa récente entrevue avec le président de la République.

SELS

Le syndicat des enseignants libre du Sénégal (Sels) veut la suppression de l'Agence nationale de la case des tout-petits pour une gouvernance unifiée de la petite enfance. L'organisation dirigée par Souleymane Diallo pense que c'est un non-sens que d'éclater la gestion de cette catégorie entre deux entités distinctes. "Nous voulons qu'il y ait une seule direction. Il faut supprimer cette agence qui augmente les charges. Nous sommes contre la création d'institution qui ne sert qu'à caser une clientèle. Il faut allouer les ressources à la direction de la petite enfance qui est au ministère de l'Education", recommande M. Diallo. Ce dernier qui veut que la case des tout-petits soit sous la direction du département de Serigne Mbaye Thiam fait remarquer que dans aucun des autres ordres d'enseignement, il n'existe une agence pour gérer une catégorie. "Il y a des élèves à l'école primaire, d'autres au moyen-secondaire ou à l'université. Est-ce qu'il existe une agence pour gérer les collégiens, lycéens ou les étudiants ? C'est une aberration", martèle le secrétaire général du Sels.

SELS (SUITE)

Restons toujours avec le Sels qui s'est démarqué de la volonté du gouvernement d'augmenter les frais liés aux examens et concours. Le gouvernement a sorti récemment un communiqué pour faire passer les frais du simple au double, au triple, voire au quadruple. Ce que n'apprécie pas le syndicat. "Le Sels condamne vigoureusement les dernières augmentations opérées par le ministère de l'Education nationale sur les frais d'inscription aux différents examens et concours". Selon les camarades de Souleymane Diallo, c'est une solution de facilité que cherche l'Etat en faisant supporter les charges aux parents d'élèves qui sont déjà assez éprouvés. D'après lui, le gouvernement doit faire preuve d'innovation pour trouver les ressources nécessaires à l'organisation de ces épreuves. M. Diallo rappelle à l'Etat que des pistes de solutions sont dans les conclusions des Assises de l'Education et de la formation. "Il suffit de les appliquer", conseille le syndicaliste.

PASSATION CN-ITIE

Ismaila Madior Fall va officiellement passer le flambeau ce vendredi à Mankeur Ndiaye à la tête du comité national de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Cn-Itie). La rencontre se tiendra au siège du Comité national ITIE, sis au 59, rue St Michel (Ex Dr Thèse / centre-ville) à partir de 10 heures. L'ancien ministre des Affaires étrangères, remplacé par Me Sidiki Kaba, a été nommé le 8 octobre dernier pour diriger cette agence stratégique qui vient d'ailleurs de publier son rapport 2015 sur la tenue de l'activité extractive au Sénégal et qui va rendre public dans quatre jours celui de 2016.

ATELIER DE MATURATION

L'Institut de Recherche pour le Développement (Ird) et l'Agence Universitaire pour la Francophonie (Auf), avec le soutien de Montpellier SupAgro et du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), co-organisent un atelier de maturation autour du projet de création d'un Master régional en agro-écologie. Cette rencontre qui a démarré hier dans les locaux de l'Auf se poursuit jusqu'à demain dans la capitale sénégalaise. Selon un communiqué, l'objectif de cet atelier est de préciser les contours et objectifs du projet, à valider une méthodologie de travail commune, et à préparer le montage d'un dossier de candidature pour le programme européen Erasmus + Capacity building de février 2018. "Les partenaires impliqués ont en effet exprimé leur souhait de faire émerger une nouvelle offre de formation dans le domaine de l'agro-écologie centrée sur une approche par compétences qui tienne compte des enjeux actuels, dans l'objectif de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement", renseigne la note.

AVIS DE DÉCÈS



Mahmoudou Wane,
Directeur général,
Ibrahima Khalil Wade,
Directeur de Publication,
La Rédaction et
L'ensemble du personnel
de ENQUETE PUBLICATIONS
ont le regret et la
profonde douleur de
vous faire part du décès
de Madame **YOLANDE COLY,** mère de leur confrère et collègue, Joseph Gaston Coly, Rédacteur en chef du journal EnQuête, survenu le lundi 23 octobre 2017 à Dakar.
La messe est prévue ce jeudi 26 octobre 2017 à 15h, à l'Église Saint-Pierre de Baobab et l'enterrement au cimetière Saint-Lazare.

ENQUÊTE
Publications - Société éditrice
Mermoz Pyrotechnie
Villa N°23, 2e étage
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur Général :
Mahmoudou Wane
Directeur de publication :
Ibrahima Khalil Wade
Rédacteur en chef :
Gaston Coly
Secrétaire de la Rédaction :
Assane Mbaye
Grands Reporters :
Babacar Willane & Mahmoudou Wane
Chef de Desk Société :
Fatou Sy
Chef de Desk Sports :
Adama Coly
Chef de Desk Culture :
Bigué Bob

Rédaction :
Louis Georges Diatta, Viviane Diatta, Mame Talla Diaw, Aida Diène, Ousmane Laye Diop, Cheikh Thiam, Habibatou Traoré
Correcteur :
Boubacar Ndiaye

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène, Bollé Cissé

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél. : **33 868 47 17**
Impression : **AFRICA PRINT**

MINISTÈRES ET INSTITUTIONS MAL LOTIS

L'AGPBE et le casse-tête du logement

Après la formation du gouvernement Dionne II, de nouveaux départements ministériels ont vu le jour. Leur "recasement" n'a pas été de tout repos pour l'Agence de gestion du patrimoine bâti de l'Etat (Agpbe), à l'image du Hcct qui court derrière des locaux depuis son installation.

OUSMANE LAYE DIOP

Avec les changements à la tête du gouvernement, le directeur de l'Agence de gestion du patrimoine bâti de l'Etat (Agpbe), Abdou Karim Fofana, est comme un coach sur le banc. Constamment en train de trouver la bonne formule pour faire évoluer tous les acteurs du jeu institutionnel sur le terrain. La formation du gouvernement Dionne II le 7 septembre dernier n'est pas sans conséquence pour certains ministères. Comme celui du Tourisme et des Transports aériens. Ce département a été amputé et renommé "Transports aériens et infrastructures aéroportuaires", mais Maïmouna Ndoye Seck conserve toujours ses locaux sur la Voie de dégagement nord (Vdn). C'est donc le nouveau boss du Tourisme qui se retrouve à "squatter" l'ancien ministère de Pape Gorgui Ndong.

"Mame Mbaye Niang n'est plus à la Jeunesse mais au Tourisme. Lorsque l'ancien ministre de la Restructuration et de la Requalification des banlieues part à la Jeunesse, il trouve des locaux. Mais M. Niang lui n'en trouve pas puisqu'il n'y en avait pas pour le Tourisme. Ce qu'on fait, c'est lui affecter les locaux de l'ancien ministère de Restructuration des banlieues", affirme Abdou Karim Fofana qui avance que c'est la réorganisation qui pose plus problème que la disponibilité d'espaces susceptibles de les accueillir. "L'Etat a bien sûr des bâtiments, mais il peut y avoir une période de flottement de deux semaines, voire même un mois. On a eu 39 ministères dans l'ancien gouvernement et 39 dans le nouveau, donc le problème ne s'est pas posé", ajoute-t-il.

Le directeur de l'Agence trouve donc ce flottement passager tout à fait logique puisqu'on est "bien torse nu le temps de changer de vêtements". Il dit : "Quand un gouvernement change, il est un peu normal que l'administration soit dans l'impréparation. Nous ne sommes pas dans le secret des dieux pour savoir combien de ministères il faut créer, combien il faut de ministres délégués."

Le problème s'est également posé pour la nouvelle dénomination des Mines et de la Géologie avec Gladima Siby à sa tête. L'Agpbe a observé le même procédé de permutation en récupérant cette fois un poste effacé de l'attelage gouvernemental. "Auparavant, il y avait le ministère des Industries et des Mines, donc c'est l'Industrie qui le garde puisque ça lui appartient historiquement. Entre-temps, le secrétariat d'Etat à la Communication n'existe plus, on l'a mise là-bas", nous dit M. Fofana.


Abdou Karim Fofana (Agpbe)

"Dans le mois, on peut trouver des locaux..."

Ndèye Ramatoulaye Guèye Diop, ministre de la Bonne Gouvernance et de la Protection de l'Enfance, et Mbagnick Ndiaye ministre de l'Intégration Africaine, du Nepad et de la Francophonie risquent quant à eux d'être à l'étroit dans leurs locaux. Anciennement ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance, les lieux sont divisés en deux paliers accueillant chacun un ministère. Mais dans l'ensemble, le directeur de l'Agpbe soutient que tout s'est bien passé. "Pour le gouvernement nommé le mois de septembre dernier, il n'y pas eu de problème de logement ; il y a juste eu une période d'installation. Maintenant les petits aménagements à l'actif du ministère même (tapis, peinture, meubles...) peuvent prendre une à deux semaines", explique le Dg de l'Agpbe.

Dans ce mouvement de migration, les directions ne changent pas, seuls les cabinets ministériels bougent. Après les nominations, L'Agence propose des schémas au secrétaire général de la Présidence qui consulte le Pm ou le Secrétaire général du gouvernement qui propose à son tour où il va amener tel ou tel ministre. "Le fait est qu'un ministre peut trouver à redire. Mais en général, quand un ministère est créé, dans le mois, on est capable de lui trouver des locaux. Maintenant est-ce qu'il va l'accepter ? Il se peut qu'il dise qu'il veut un bâtiment de qualité mais connaissant le marché de l'immobilier, il faut prendre en compte que nous avons un rôle de rationalisation des dépenses publiques. On ne peut pas choisir n'importe quel bâtiment à n'importe quel prix ", souligne M. Fofana.

Hcct toujours sans abri

La grogne sourde des membres du Haut conseil des collectivités territoriales (Hcct) lors de la deuxième session ordinaire avant-hier cache peut-être un malaise structurel. Les haut conseillers ont rouspété pendant le discours de leur président. Ils se seraient en effet frustrés de la lenteur dans l'octroi des avantages qui siéent à leurs fonctions. Mais ils ont manifestement inversé l'ordre des priorités puisque cette Assemblée consultative dirigée par Ousmane Tanor Dieng n'a officiellement pas de siège. "Le problème qui s'est posé est que le Hcct est une grande institution avec 150 membres et une cinquantaine qui sont dans l'administration. Le plus difficile, c'est d'avoir une salle plénière", explique le directeur de l'Agpbe. Sous l'ancien régime, le Sénat avait un siège qui était le cabinet du président du Sénat et des bureaux ont été loués pour les présidents de commission. L'option du régime actuel semble différente puisqu'il veut "un lieu à la hauteur du Hcct, regroupant tous ses services". Mais les spécifications manquent dans la capitale. "A Dakar, qui construit un immeuble en prévoyant une salle plénière pour accueillir 150 personnes ? Ça n'existe pas sur le marché. Déjà que c'est difficile de trouver un immeuble à usage de bureaux autonomes. Ça prend du temps. On a trouvé un immeuble mais il faut que sa reconfiguration s'adapte à ce que nous voulons en faire", avance M. Fofana. En errance entre réceptifs hôteliers ou centre de conférence pour tenir ses rencontres officielles, ce cauchemar de logement du Hcct pourrait bientôt connaître sa fin comme l'a du reste déclaré Ousmane Tanor Dieng en pleine session avant-hier. ■

SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

L'ANSD publie ses chiffres

L'ANDS a publié hier les résultats de l'enquête sur le système statistique national (SNS). Les résultats ont montré que non seulement les statistiques officielles sont régulièrement consultées, mais que les utilisateurs sont satisfaits à près de 90%. Il y a cependant quelques contraintes.

CHEIKH THIAM

L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a livré hier les résultats du rapport de l'enquête sur le système statistique national (SNS). L'objectif principal de cette étude était de collecter toutes informations "pertinentes" permettant d'apprécier la qualité des statistiques produites par les structures qui composent le SNS. Il était aussi question d'évaluer l'utilisation des statistiques officielles pour l'élaboration des politiques, de mesurer la satisfaction des utilisateurs pour les besoins les plus urgents en statistiques officielles, de déterminer le degré d'accès aux statistiques officielles et leurs métadonnées. Le travail devait aussi permettre de suivre l'évolution de l'offre, la qualité, l'utilisation et les perceptions sur les statistiques officielles et enfin, de suivre l'évolution des indicateurs du cadre de résultats, notamment les financements.

Parmi les groupes d'utilisateurs ciblés, il y avait les ministères, agences, autres administrations, les banques et compagnies d'assurances, les corps diplomatiques, les organismes internationaux, les partenaires techniques et financiers, la société civile, les associations et organisations non gouvernementales, les chambres de commerce, les associations professionnelles, les syndicats, la presse et autres médias, les cabinets de consultance et les institutions universitaires et instituts de recherche. Bref, presque tous les secteurs d'activité.

Sur les 293 invitations envoyées, 268 ont renseigné le questionnaire. Soit un taux de réponse de 91%. Dans les détails, parmi les répondants, on retrouve une forte présence de l'administration publique avec 53,7%, suivi des organismes internationaux et des sociétés privées. Du côté du public, les plus représentés sont les directeurs avec un taux de 37,7%. Viennent ensuite les experts des ministères avec 29,0%. Les hommes sont majoritairement représentés parmi les répondants avec 78,2% des effectifs contre 21,8% pour les femmes. "Quel que soit le domaine considéré des statistiques officielles, le taux d'utilisation reste non négligeable. Il est moins intense (près de 40%) lorsqu'il s'agit des statistiques du commerce extérieur (39,3%), des statistiques sur la balance des paiements (41,4%), des statistiques sur la production industrielle (41,5%), et des statistiques sur la fécondité (41,8%)", lit-on dans la note.

En revanche, les catégories de statistiques les plus utilisées demeurent celles relatives à la population avec 74% de répondants, au produit intérieur brut, 69% ; au revenu, 65% ; à l'emploi 64% et les statistiques sur les finances publiques. "On enregistre des taux intermédiaires d'utilisation pour les statistiques des prix, les statistiques d'entreprises, les statistiques sur la mortalité, la santé, et les statistiques monétaires et financières. Le système statistique national fournit également des publications courantes destinées à l'ensemble des utilisateurs dont un peu plus du tiers (soit 38% environ) affirme les avoir consultées de manière régulière", a détaillé le document. D'après les rédacteurs, le niveau d'appréciation des statistiques économiques se situe entre 85% et 90% des répondants. Les statistiques sociales semblent connaître un niveau d'appréciation similaire, excepté pour les données d'habitat et de cadre de vie.

A propos du degré de satisfaction, au moins 90% des répondants reconnaissent apprécier la qualité des données utilisées dans ce domaine. Par contre, les données d'habitat enregistrent un niveau d'appréciation légèrement moins satisfaisant et même des niveaux d'insatisfaction plus grands. "Les publications de l'ANSD sont les sources les plus utilisées (58.2%) pour obtenir des statistiques officielles. Elles sont suivies par celles de la BCEAO (27%), de la DPRE (17.8%) et de la DAPSA (15.2%). A noter que 18,8% des enquêtés consultent d'autres sources. Les données statistiques sont le plus souvent utilisées à des fins d'élaboration de politique et programmes (41%), du suivi évaluation (38,1%) et pour l'information économique générale (37,3%). Les débats politiques (3,7%) et les relations d'affaires (9,3%) se réfèrent moins aux données statistiques", dixit le rapport.

Les résultats ont aussi révélé que les usagers des statistiques officielles sont plus satisfaits par les publications relatives à la situation économique et sociale du Sénégal avec un taux de 60% et les évolutions économiques récentes (54,7%). Pour le rapport annuel sur les systèmes de paiement, le niveau d'appréciation est de 27,5%.

"Identifier les secteurs qui ont le plus besoin d'appui et d'amélioration"

Par ailleurs, le document a expliqué que les enquêtes de satisfaction constituent un outil de choix qui sert à déterminer le niveau de satisfaction des usagers des statistiques officielles, mais surtout à élaborer des stratégies visant l'amélioration de cette offre. L'enquête de satisfaction auprès des usagers des statistiques officielles au Sénégal est un dispositif essentiel du système de mesure de la satisfaction. "Dans le domaine de la production de statistiques officielles, les enquêtes de satisfaction des utilisateurs sont menées afin d'évaluer dans quelle mesure l'offre et la qualité de ces statistiques répondent aux besoins des utilisateurs. Par conséquent, ces enquêtes permettent d'en examiner les forces et faiblesses et d'identifier les secteurs qui ont le plus besoin d'appui et d'amélioration", lit-on dans le document. Enfin, les résultats ont montré un certain nombre d'atouts à consolider et des manquements à corriger dans le court et moyen terme. ■

DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE

Le HCCT face à ses limites

Le Haut conseil des collectivités territoriales promet une bonne moisson à la fin de leurs travaux prévus le 30 novembre prochain. Tanor et Cie déclinent leur feuille de route établie sur un chemin parsemé d'embûches.

MOR AMAR

Deux mois. C'est la durée de la présente session ordinaire du Haut conseil des collectivités territoriales, lancée avant-hier. Ce sera une véritable course contre la montre. En plus des problèmes de locaux, les hauts conseillers seront aussi confrontés à la tenue de la session budgétaire et au défaut de moyens. Malgré ces contraintes, ils restent déterminés à produire des propositions de qualité pour l'amélioration de la gouvernance des territoires et la promotion de l'emploi. Au menu, beaucoup d'auditions, des rencontres sectorielles et des visites de terrain.

Un pari loin d'être gagné d'avance. En effet, au HCCT, tout semble aléatoire. Suspendu à la disponibilité des hôtels dans Dakar, aux évènements religieux, parfois à la volonté du président et à la disponibilité des ressources. En séance d'ouverture, Aliou Sow prévient : "Du 1er au 10 novembre, nous n'avons pas prévu d'activités à cause de fêtes religieuses comme Toussaint pour les Chrétiens et le Magal pour les Mourides. Il est difficile de mobiliser les gens pendant cette période. C'est pourquoi nous n'avons pas retenu ces dates. Mais il faut se tenir prêt pour répondre à n'importe quel moment à la convocation du président…".



Ousmane Tanor Dieng, Pdt du Hcct

Quant à Ousmane Tanor Dieng, il est revenu sur certains points du programme comme les visites de terrain. "Si nous tenons vraiment à les réaliser, il faut vraiment les préparer. Il faut saisir les autorités déconcentrées. En plus, nous devons fixer rapidement les régions où on doit se rendre. Car il est difficile en deux, trois jours de se rendre à Kolda ou Ziguinchor. Il faut procéder par organisation et méthode pour arriver à cette fin", préconise-t-il.

Dans le projet de programme validé en séance plénière, plusieurs phases ont été retenues par les hauts conseillers. Mais, à n'en pas douter, l'une des phases les plus importantes sera celle allant du 11 au 20 novembre. Les poulains de Tanor, durant cette période, vont recevoir diverses autorités publiques et privées. Ainsi seront entendus des services du ministère de la Jeunesse, celui de l'Emploi et de l'Insertion professionnelle, du ministère en charge du Programme d'urgence de développement communautaire…

Toutefois, les camarades de Tanor, conscients des difficultés de mobiliser les responsables de ces départements, surtout en cette période coïncidant avec la session budgétaire de l'Assemblée nationale, misent sur les seconds couteaux. Aliou Sow : "Avec la session budgétaire, il sera difficile d'avoir les ministres, mais il y a des directions clés qui sont concernées par notre thème. Si on ne peut avoir le ministre, on peut avoir les directions qui peuvent nous apporter les informations dont nous avons besoin."

Ainsi, Tanor et Cie recevront, pour le compte de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat, l'Anamo, l'Onfp et l'Apda. Trois directions qui seront auditionnées le même jour. Pour le ministère de la Jeunesse, les Conseillers vont auditionner l'ANPEJ, le Prodac, entre autres. Le HCCT va aussi fouiner dans les affaires du PUDC, du PUMA de la Promoville, de l'Agence de sécurité de proximité, du FONGIP, du FONSIS, de la BNDE, de l'ANIDA. Ils comptent également entendre la Banque mondiale l'USAID… Car, estiment-ils, ces bailleurs de fonds interviennent dans le domaine de l'emploi. Ils pourraient ainsi présenter les opportunités et politiques d'accompagnements qu'ils ont mis en place pour accompagner le Sénégal.

A l'issue de ces travaux, les hauts conseillers vont émettre des avis, recommandations et une contribution sur l'opportunité des territoires à la promotion de l'emploi. ■

ME OUSMANE SÈYE (VICE-PRÉSIDENT AU HCCT)

"Pour les véritables hauts conseillers, le plus déterminant, ce ne sont pas les avantages…"

Tempérer les ardeurs. Oublier les passeports, les véhicules, dotation en carburant et autres privilèges. Tel semble être le mot d'ordre bien assimilé au Haut conseil des collectivités territoriales. Dans cet entretien, le Vice-président d'Ousmane Tanor Dieng, Me Ousmane Seye, met le focus sur le bilan, les priorités et autres difficultés de l'institution qui, à ses yeux, est indispensable au Sénégal.



Après un an d'exercice, de quel bilan peut se prévaloir le HCCT pour justifier son existence ?

Le Haut conseil des collectivités territoriales n'a pas perdu son temps. Juste après son installation par le président de la République en octobre 2016, il s'est mis au travail. Le premier acte a été l'adoption du Règlement intérieur. Ensuite on a procédé à l'installation des commissions, des présidents de commissions, des rapporteurs et de l'élection du bureau. Après ces différentes phases, on s'est attelé à notre première session qui a été consacrée à l'Aménagement du territoire. Cette session a été sanctionnée par un excellent rapport qui sera transmis au président de la République. Aujourd'hui (avant-hier), nous lançons la deuxième session ordinaire sur le thème de l'attractivité des territoires et la promotion de l'emploi. Comme la première, cette session sera, elle aussi, sanctionnée par un rapport.

Tout cela dans un délai inférieur à un an. Ce qui montre que, contrairement à ce que certains peuvent avancer, le HCCT a bien fait son travail, avec méthode et organisation. Le bilan est très positif. Si nous persévérons dans cette voie, même les sceptiques vont finir par croire en nous et seront convaincus que le HCCT est une institution nécessaire.

En tant qu'organe consultatif, quelles sont les pistes prioritaires de réflexion des hauts conseillers ?

Nous mettons l'accent sur les principales préoccupations du chef de l'Etat et de son gouvernement. Comme vous le savez, le projet de loi des finances initial de l'année 2018, comme le récent remaniement ministériel, ont montré que le président de la République se soucie fondamentalement des questions liées à l'emploi et au social. C'est pourquoi nous aussi, dans le cadre de la présente session, nous avons décidé de réfléchir sur ces questions qui sont d'une importance capitale pour notre pays et nos territoires. C'est dans la même perspective que nous avons consacré notre premier rapport à l'aménagement du territoire. Globalement, nous réfléchissions sur toutes les questions en rapport avec le développement des territoires.

Justement, votre premier rapport, comme vous dites, a été consacré à l'aménagement du territoire. Est-ce à dire que le Sénégal a des problèmes dans ce domaine ?

Dans ce volet, il y a certes des avancées, mais il existe aussi pas mal de difficultés. Comme vous le savez, l'acte 3 de la Décentralisation peine à être appliquée correctement. Raison pour laquelle nous avons insisté sur la phase une (1) de l'acte 3 et avons anticipé sur la phase deux (2). Malheureusement, je ne saurais entrer dans les détails. Car nous avons l'obligation de réserver la primeur au chef de l'Etat. En tout cas, c'est un rapport qui, je l'espère, va inspirer de manière positive le président de la République et les autorités gouvernementales en charge de la gouvernance locale. Par ce rapport, nous avons essayé d'enrichir et d'améliorer la politique mise en œuvre, en nous appuyant sur les réflexions qui ont déjà été produites en la matière.

Malgré toutes les actions que vous venez d'énumérer. Certains estiment que le HCCT est juste un gâteau pour caser une clientèle politique. Que répondez-vous ?

C'est un slogan de politiciens en manque de programme. Le HCCT parachève l'architecture institutionnelle du Sénégal. La politique de notre pays est fondée sur la décentralisation. On ne peut concevoir la décentralisation sans Sénat. Le HCCT joue aujourd'hui le rôle du Sénat. Au niveau de cette institution, tous les départements du Sénégal sont représentés, en plus d'une dose de nominations. Ce qui fait qu'il y a un parfait mélange de politique et de technique. Ainsi est-il suffisamment outillé pour jouer pleinement son rôle dans la politique de décentralisation, pour traiter de toutes les questions ayant trait aux territoires et à la gouvernance locale.

Comment expliquez-vous alors le fait que, jusque-là, vous tardez à disposer des moyens qui vous permettent de fonctionner normalement ?

Il faut savoir que nous avons juste un an d'existence. Dans une République, tout est budgétisé. C'est donc normal que les hauts conseillers tardent à avoir leur véhicule, leur dotation en carburant, leur siège… Ce sont des difficultés liées à la jeunesse de notre institution. C'est ainsi qu'il faut le comprendre. Je pense que ce sera bientôt un vieux souvenir. Mais cela ne nous a pas empêchés de travailler normalement. C'est vrai que ce n'est pas commode de travailler dans des hôtels privés, mais on fait avec.

Quid du problème du siège ? Une institution aussi importante qui peine à trouver un local fonctionnel depuis un an, n'est-ce pas un manque de considération ?

Non. Pas du tout. Il faut aussi que les gens apprennent à travailler avec les moyens du bord. Nous sommes un pays sous développé. Pour les véritables hauts conseillers, le plus déterminant, ce ne sont pas les avantages, mais la mission exaltante qui nous est confiée et la possibilité de servir notre pays. Pour remplir cette mission convenablement, nous sommes prêts à affronter toutes les difficultés. ■

M. AMAR

AFFAIRE DROGUE DE LAMANTIN BEACH

Un combat à plusieurs manches pour Luc Nicolaï

Le combat judiciaire du promoteur Luc Nicolaï dans l'affaire de la drogue de Saly, entamé depuis fin septembre 2012, n'a pas encore connu de verdict. Tel un match de tennis, les sets ou manches se multiplient à cause des nombreux rebondissements marquant cette procédure.

FATOU SY



A quand le verdict final du combat ficelé depuis le 31 octobre 2012 à Thiès et opposant le Président directeur général de l'hôtel Lamantin Beach Bertrand Touly au promoteur de lutte Luc Nicolaï ? Tel un match de tennis, les sets ou manches se multiplient dans cette procédure déclenchée en septembre 2012, prolongeant ainsi le suspense. Un feuilleton qui a démarré en fin septembre 2012 lorsque 39 boulettes de cocaïne ont été découvertes dans le bureau du PDG de l'hôtel Lamantin Beach, Bertrand Touly. Ce dernier est arrêté de même que deux employés de l'hôtel, M. L Mbaye et Djribrine Diop ainsi que les douaniers P. M. Thiam et Abdou Khadir Kébé. Pendant ce temps, de fortes rumeurs faisant état de la fuite de Luc Nicolaï commençaient à circuler. En fait, le promoteur est désigné comme le commanditaire car il est accusé d'avoir fait introduire 50 grammes de cocaïne dans le bureau de Bertrand Touly afin de lui extorquer des fonds.

Le coup consistait à simuler une opération douanière et à proposer une transaction de 100 000 000 F CFA. L'opération est tombée à l'eau et Luc Nicolaï a fini par rejoindre ses acolytes, quelques jours plus tard. Le promoteur de lutte a été appréhendé par la gendarmerie, le 20 octobre 2012, à Passy (Kaolack) alors qu'il revenait de la Gambie. Déféré au parquet de Thiès avec ses acolytes, le patron de Luc and Co est placé sous mandat de dépôt le 24 octobre 2012. Ils sont inculpés pour association de malfaiteurs, tentative d'extorsion de fonds, détention de drogue, de corruption entre autres. Tandis que Bertrand Touly faisait l'objet d'une instruction, Luc Nicolaï et Cie étaient renvoyés en jugement devant le tribunal des flagrants de Thiès pour l'audience du 31 octobre 2012. Mais coup de théâtre, le jour du procès, ils n'ont pu être jugés car les juges avaient renvoyé le parquet à mieux se pourvoir, du fait que Luc Nicolaï et Cie ne pouvaient être renvoyés en audience correctionnelle au moment où Bertrand Touly faisait l'objet d'instruction.

La juridiction de Thiès dessaisie au profit de Dakar

Par la même occasion, les avocats de Bertrand Touly avaient entamé une nouvelle manche devant la Cour suprême. Ils voulaient que le dossier de Luc Nicolaï soit confié au juge d'instruction de Thiès Alassane Thioune, en charge de celui de leur client. A l'issue de son audience du 29 novembre 2012, la Chambre criminelle de la Cour suprême a dessaisi le juge d'instruction de Thiès des deux dossiers au profit du doyen des juges d'instruction de Dakar. Tout compte fait, le promoteur et ses codétenus incarcérés à la prison de Thiès ont été par la suite transférés à la maison d'arrêt de Rebeuss.

A la réception du dossier, le parquet de Dakar avait requis le mandat de dépôt contre toutes les personnes impliquées dans l'affaire, y compris Bertrand Touly libéré provisoirement après deux semaines de détention préventive. Cependant, le Doyen des juges à l'époque, Mahawa Sémou Diouf, avait maintenu l'hôtelier en liberté, tout en décernant de nouveaux mandats de dépôt à Luc Nicolaï et Cie. Après instruction, Touly et le douanier Thiam ont été blanchis à la faveur d'un non-lieu. Luc Nicolaï, Abdou Khadir Kébé, Djribrine Diop et M. L. Mbaye sont renvoyés en jugement devant le tribunal correctionnel de Dakar. Mais entre-temps, une décision est intervenue en faveur du promoteur et du douanier. Car après plusieurs tentatives infructueuses, la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Dakar leur avait accordé une liberté provisoire au bout de sept mois d'incarcération. Ce n'était qu'une grosse désillusion car la Cour suprême avait fini par casser l'arrêt suite au pourvoi introduit par le parquet général. Ainsi, tout comme les deux employés, le promoteur et le douanier sont restés en prison jusqu'à leur procès survenus en novembre 2013. Et si le parquet avait requis des peines de 5 et 10 ans de prison, ainsi que le paiement de dommages et intérêts d'un montant global de 750 millions de francs CFA, le juge correctionnel est allé en deçà. Après délibéré, Luc Nicolaï a écopé de 5 ans dont 2 ans de prison ferme pour association de malfaiteurs, détention de drogue et complicité de tentative d'extorsion de fonds. Le gabelou avait écopé de la même peine en sus d'une amende de 100 000 francs CFA. Quant à l'ex-skipper à l'hôtel Lamantin Beach, Djibrine Diop, il avait écopé d'1 an et 6 mois ferme. L'électrotechnicien M. L. Mbaye s'en était tiré avec une décision de relaxe. Mais les avocats de Luc et Kébé n'étaient pas satisfaits de la décision et avaient fait appel.

La baraka de la libération conditionnelle pour Luc

Alors qu'il purgeait sa peine en attendant son jugement en appel, le promoteur mbourois retrouve le chemin de la liberté. Le 14 février 2014, le ministre de la Justice a pris un arrêté lui accordant la libération conditionnelle. Cette décision avait mis les conseils de Bertrand Touly dans tous leurs états. "L'arrêté viole la Constitution, car le pouvoir judiciaire est indépendant de l'Exécutif.", dénonçait Me Papa Moussa Félix Sow. Après cette libération qui semblait susciter l'espoir, Luc Nicolaï va déchanter à cause d'un nouveau rebondissement noté dans ce dossier. Car, à l'issue du jugement en appel en janvier 2016, sa peine est corsée. Il s'est retrouvé avec 5 ans dont 3 ans ferme en plus d'un mandat d'arrêt. Mais, ce mandat d'arrêt est annulé en décembre dernier par la Cour suprême. Suite au pourvoi de la défense, cette juridiction a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Dakar et a renvoyé le dossier à la Cour d'appel de Saint-Louis. Cette dernière qui a rendu son verdict ce mardi, a alourdi la sanction infligée à Luc Nicolaï par leurs collègues de Dakar. Le juge d'appel de la capitale du Nord a non seulement maintenu le délit d'association de malfaiteurs qui avait été écarté, mais il a porté la peine à 5 ans dont 4 ans ferme. Il a aussi décerné un nouveau mandat d'arrêt contre le promoteur. Cependant, la partie est loin d'être finie, car une nouvelle manche se joue encore à la Cour suprême du fait du pourvoi que la défense a décidé d'introduire. Autant dire que ce n'est pas encore le sifflet final puisque le combat se poursuit… ■

PROTECTION ET PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

Les acteurs se forment à Dakar

Les défenseurs des droits de l'Homme d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont depuis hier en formation à Dakar. Prévu pour trois jours, l'objectif est qu'ils soient mieux outillés sur l'utilisation des mécanismes d'assistance et de promotion des droits de l'Homme. Une occasion pour eux de parler aussi de leur protection juridique et judiciaire face aux attaques et menaces qu'ils subissent quotidiennement.

MARIAMA DIÉMÉ

En 2016, 281 personnes ont été tuées pour avoir défendu les droits de l'Homme, contre 156 en 2015, selon le dernier rapport d'Amnesty International. "Ces chiffres effrayants doivent nous inciter encore plus à travailler ensemble afin d'accroître la protection des défenseurs et de montrer notre solidarité avec ces vigies essentielles à notre humanité", a-t-il plaidé. Pourtant, en dépit des dangers, des menaces et des représailles, fait remarquer le spécialiste des droits de l'Homme de l'Organisation internationale de la francophonie Salvadore Sagues, des femmes et des hommes "en nombre sans cesse croissant" décident de "se faire l'écho" de violations des droits de l'Homme.

En réalité, explique le Directeur d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Alioune Tine, ces activistes ont été tués dans au moins 22 pays à travers le monde. "Des hommes et des femmes ont été victimes de campagne de diffamation dans 63 pays pour la même raison. Dans 68 autres, ces derniers ont été arrêtés ou placés en détention en raison de leurs actions pourtant pacifiques. Depuis 2014, en Afrique de l'Ouest et du Centre, un manifestant pacifique est tué tous les cinq jours. 271 personnes ont été tuées lors de manifestations ; des milliers d'autres blessées, certains ont été également arbitrairement arrêtés", déplore-t-il.

Selon l'ancien président de la Raddho, les défenseurs des droits de l'Homme viennent de tous les horizons. Ils sont notamment des étudiants, des responsables locaux, des journalistes, des avocats, des victimes de violations des droits humains, des professionnels de la santé, des syndicalistes, des lanceurs d'alertes… "Ce sont des hommes et femmes qui dénoncent des abus de pouvoir des gouvernements et des entreprises. Ils protègent l'environnement, défendent les minorités, s'opposent aux obstacles traditionnels empêchant les femmes et les LGBTI (Ndlr : lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués) de jouir pleinement de leurs droits. Ils s'élèvent contre les conditions de travail abusives, font face à l'injustice et à la discrimination", a-t-il ajouté.

Dès lors, le conseiller technique du ministre sénégalais de la Justice, Moustapha Ka, a estimé que pour mener à bien sa mission, le défenseur des droits de l'Homme a besoin de connaître son métier. Il doit avoir les "attributs d'un auxiliaire de police judiciaire", être "outillé" dans la recherche de preuves, d'informations. "Il faut également que le défenseur des droits de l'Homme soit doté d'une capacité d'écoute et d'analyse afin d'en tirer l'essentiel pour aboutir à des poursuites judiciaires. Il doit disposer d'un système de communication. Parce qu'il aura en face lui des acteurs de l'Etat, du secteur privé, du public, de la société civile, mais aussi des victimes de violences", prévient le magistrat. Pour lui, tous les grands combats, les procès internationaux "ont commencé grâce à l'initiative, à l'action et au courage" des défenseurs droits de l'Homme. "Le débat sur la garantie de leur statut mérite d'être posé", dit-il. Selon M. Ka, le 2ème défi consiste à assurer l'accompagnement complet et leur association dans tous les processus jusqu'aux procès. "Je recommande ainsi la possibilité pour tous les défenseurs des droits de l'Homme qui sont en outre des personnes morales de déclencher non seulement l'action publique, mais de se constituer partie civile devant les juridictions répressives", a plaidé le magistrat.

Réunir les preuves contre Yaya Jammeh

L'ONG Amnesty international a envoyé en Gambie son directeur régional adjoint pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre Stephen Cockburn. Avec les organisations de la société civile gambienne et les victimes du régime de Jammeh, il va essayer de réunir des preuves pour lancer une poursuite judiciaire contre l'ancien président Yahya Jammeh. "Nous allons essayons de rassembler toute la documentation et les témoignages nécessaires pour attraire Yahya Jammeh devant la Justice. Les victimes doivent comprendre les raisons pour lesquelles il y avait une telle machine répressive, pour plus jamais en Gambie et en Afrique, qu'on ait des gens comme lui", a indiqué Alioune Tine. Ainsi, il a affiché son optimisme par rapport à l'aboutissement de ce processus. "Quand on commençait l'affaire Hissein Habré en 2000, personne ne croyait qu'on arriverait à le faire juger, tant il avait les moyens, les appuis, les soutiens politiques, sociaux, sans compter ceux religieux", a-t-il signalé. ■

JOSÉ DA SILVA (PRÉSIDENT SONY MUSIC ENTERTAINMENT CÔTE-D'IVOIRE)

"On est en négociation avec d'autres artistes sénégalais"

Venu au Sénégal pour signer un contrat avec l'artiste sénégalaise Moona, médaillée d'argent aux derniers jeux de la Francophonie qui se sont tenus à Abidjan, le président de Sony music Entertainment de Côte-d'Ivoire, Jose Da Silva, s'est entretenu avec la presse. Une occasion pour le producteur de revenir sur l'engament de sa structure à promouvoir la musique africaine.

HABIBATOU WAGNE



Vous venez de signer un contrat avec l'artiste Moona. Qu'est-ce qui explique le choix porté sur cette musicienne sénégalaise ?

On a porté notre choix sur elle par hasard. J'ai rencontré Moona aux jeux de la Francophonie à Abidjan. J'ai trouvé sa prestation formidable. J'ai su que c'était elle qui écrivait tous ses textes et ils sont vraiment très bien élaborés. Elle a une superbe voix et une grande présence scénique. Aussi, elle sait faire de super shows. Je me suis renseigné sur elle et j'ai compris que c'était la fille qu'il nous fallait ; donc j'ai décidé de la signer parce qu'on recherchait un artiste sénégalais. Moona est la première et je pense qu'elle ne sera pas la dernière.

Est-ce à dire que vous avez déjà ciblé d'autres musiciens sénégalais ?

Oui, on en a quelques-uns en ligne de mire. Mieux, on est même en négociation avec certains d'entre eux et on espère dans quelques mois annoncer d'autres contractualisations.

Peut-on avoir une idée des termes du contrat que vous venez de signer ?

C'est un contrat qui peut aller de 6 à 8 ans de collaboration pour la réalisation de 3 albums. Avec un taux assez intéressant pour l'artiste car on a voulu qu'elle soit à l'aise et qu'elle puisse vivre de sa musique, composer tranquillement et ne pas être obligée comme elle le fait de chercher du boulot. C'est un contrat honnête pour un artiste qui démarre. On va commencer à travailler sur le répertoire et débuter les enregistrements certainement en mi-novembre pour sortir un album entre février et avril de l'année prochaine.

Le label Sony Music s'est installé en Côte d'Ivoire depuis janvier dernier. Pourquoi vous intéressez-vous maintenant au marché africain ?

Sony music s'installe en Afrique pour faire la même chose que ce qu'il fait en Europe et aux Usa. C'est-à-dire développer un label de musique en signant des artistes émergents où des artistes de la scène traditionnelle plus ancienne. Mais également pour faire le travail d'un label comme on le fait partout dans le monde. On ne va pas se dire que c'est l'Afrique et que le travail va être différent. On s'est intéressé au continent noir parce que c'est un marché émergent et depuis l'avènement de l'internet et l'arrivée de la 3G et de la 4G, tout le monde peut écouter de la musique en Afrique à partir de son Smartphone ; donc automatiquement, ces gens-là deviennent de nouveaux cibles pour Sony music. Par conséquent, on s'installe en Afrique pour travailler.

Pourquoi avoir choisi Abidjan pour vous y installer ?

Nous avons choisi la Côte d'Ivoire parce que, historiquement, ce pays à toujours été un hub culturel pour l'Afrique de l'Ouest et nous pensons qu'elle va la redevenir avec l'évolution économique du pays. C'est le pays où il y a beaucoup plus de medias et qui atteignent toute la région de l'Afrique de l'Ouest. Donc, ce n'est pas pour rien qu'on a choisi ce pays en Afrique pour nous y installer.

Vous pensez un jour ouvrir des bureaux dans d'autres pays comme le Sénégal ?

Avec le temps et le succès de cette aventure, nous ciblons l'ouverture des bureaux dans d'autre pays africains. Pour le Sénégal, on commence avec une représentante locale qui s'appelle Aïda Camara.

Quel genre de musique vous intéresse en Afrique ?

On est ouvert à toute sorte de style. On ne fait pas de focus sur la musique urbaine. On est ouvert. Ce qui nous intéresse, c'est le talent. C'est d'ailleurs ce qui fait que nous signons des musiciens aux registres différents. Tout style de musique est le bienvenu. Il faut que la musique soit de qualité et réponde aux normes en termes de mélodie, de voix, de présentation. Il faut du talent.

En tant que producteur, comment voyez-vous la musique sénégalaise ?

Le Sénégal a toujours eu des artistes talentueux et une grande plateforme musicale vraiment intéressante. Il y a beaucoup de points forts dans la musique sénégalaise surtout dans celle urbaine. Le Sénégal est depuis très longtemps l'un des leaders de la musique urbaine en Afrique de l'Ouest. Bon, il s'est laissé dépasser dernièrement par les Nigérians, certainement par manque de moyens. Il suffit juste de donner aux artistes sénégalais les mêmes moyens financiers et techniques et on arrivera à avoir les mêmes résultats. Maintenant il faut juste que les artistes se professionnalisent un peu plus. Peut-être qu'avec plus de soutien et de vrais labels, ils vont prendre la musique un peu plus au sérieux.

Quels sont les artistes qui sont dans votre ligne de mire ?

On signe plusieurs sortes de contrats. Nous en sommes aujourd'hui à 360. Ce qui est le cas de Moona, de Révolution, de Soul Bang's de la Guinée Conakry. Nous avons Tour2Garde de la Côte d'Ivoire qui est en licence. Il y a Lia qui a juste un contrat pour un single en essayant de voir ce que ça donne pour pouvoir essayer de partir sur un contrat d'artiste. C'est assez ouvert. On ne fait pas de distribution par contre.

Par rapport à la distribution, il y a beaucoup de plateformes qui émergent. Récemment, l'artiste Baba Maal a présenté la sienne ; il y a aussi Musique Bi… qu'elles sont les rapports de Sony avec ces différentes structures ?

Notre idée, c'est de travailler avec toutes ces plateformes. Certains ont déjà nos catalogues parce que nous avons un service digital au niveau de l'Europe qui gère tout le catalogue Sony au niveau mondial. Nous essayons de travailler au niveau local avec des plateformes qui sont dans les pays où les artistes sont installés. Par exemple pour le cas de Moona, on va collaborer avec des plateformes sénégalaises pour assurer sa promotion au Sénégal. ■

AITA SENGHOR (CHANTEUSE)

De la poésie wolof au chant

Passer du "taalif" à la chanson, c'est ce qu'a réussi Aïta Senghor qui rêve aujourd'hui de devenir une grande diva de la musique. Pour y arriver elle ne se fixe pas de limites.

KHADY NDOYE (MBOUR)



PROFIL

Elle a du talent et du charme. Une voix particulière. C'est un plaisir pour les oreilles musicales d'entendre Aïta Senghor chanter toute la journée. Elle a tout pour faire la "star" mais elle est simple. Poétesse avant d'être musicienne, cette charmante jeune femme est née dans le département de Mbour. D'un père cultivateur et d'une mère femme au foyer, rien ne la prédestinait à devenir musicienne. Courageuse, déterminée et très ambitieuse, elle démarre sa carrière à bas âge. Elle fait des "taalif" (ndlr poèmes en langue wolof) et se présente à différents concours qu'elle a eu la chance de gagner. Afin de se parfaire et d'élargir son univers musical, elle s'essaie d'abord à la guitare, puis à la chanson. Autodidacte, elle a su se donner à fond pour faire ce qu'elle aime et qui la passionne : la musique. Ainsi, elle ne s'impose pas de limite, ni de barrière, pour exercer son art. Ses sacrifices n'ont pas été vains. Encore inconnue du public, elle a du talent à revendre. Aujourd'hui, après quelques années de galère, elle a pu monter son propre orchestre dénommé "Moringa", "Nebeday" en wolof. Elle trouve que ce vocable de notre langue nationale fait penser à la locution anglaise "Never Die", qui signifie "ne meurt jamais". " J'ai choisi ce nom parce que cet arbre, le moringa, ne meurt pas. Je veux que ma musique reste et demeure des siècles et des siècles. Je veux que mes chansons servent aux générations futures", explique la chanteuse. Qui poursuit : "Je n'ai pas fait d'études mais j'arrive à parler beaucoup de langues, grâce à Dieu."

"Bëgg Tekki"

Apatride jusqu'à l'adolescence, elle n'a pu être inscrite à l'école. En effet, à sa naissance, ses parents ne l'ont pas déclarée. C'est après qu'elle a pu se procurer des papiers et avoir une identité. Il n'empêche qu'elle peut composer en anglais, en espagnol, en français et titille l'italien. Ce qui lui permet de reprendre aisément des chansons de Johny Clegg, Aretha Franklin et des chanteurs de sa trempe. Aïta sait superbement faire également des covers de Myriam Makéba ou encore d'Ismaël Lô. Ceux qui fréquentent les soirées dinatoires organisées par les hôteliers à Mbour le savent bien. Elle peut reprendre n'importe quelle chanson. Elle s'accompagne de sa guitare, parfois de son orchestre.

La chanteuse de Mbour a déjà sorti quelques singles, dont "Bëgg Tekki", (ndlr vouloir réussir). Elle y est accompagnée du reggaeman Fafadi. Dans cette chanson, elle parle de toute l'ambition qu'elle a pour réussir dans la vie. Aussi, projette-t-elle de sortir bientôt son premier album. Dans certaines de ses chansons, le nom de la chanteuse Khar Mbaye Madiaga revient sans cesse. Elle en explique les raisons : "Je ne connais pas Khar Mbaye mais c'est une grande cantatrice, une éducatrice, un modèle pour moi. Je parle souvent d'elle dans mes chansons. Sa sagesse, son esprit de partage et sa position dans le monde de la culture font d'elle mon idole."

Pleine d'ambition, Aïta Senghor a pour credo : "s'accrocher, se concentrer sur ses objectifs". Une devise adoptée grâce à l'éducation reçue de ses parents. "Si je suis devenue ce que je suis aujourd'hui, c'est parce que mes parents m'ont beaucoup soutenue. Mon père était un cultivateur, il ne connaissait que la terre. Il a vu l'amour que je voue à l'art ; alors, de son vivant, il m'a beaucoup soutenue. Parfois, c'est lui qui m'accompagnait prendre un taxi pour rallier mon lieu de prestation", se rappelle-t-elle nostalgique.. ■

DÉPÔT D'UN PRÉAVIS DE GRÈVE

Le Sels affûte ses armes

Le syndicat des enseignants libres du Sénégal (Sels) a révélé hier avoir déposé un préavis de grève lundi dernier. L'organisation promet de nouvelles formes de lutte qui feront beaucoup plus mal au gouvernement qu'aux élèves.


Souleymane Diallo et quelques camarades du Sels

BABACAR WILLANE

Le front social du secteur de l'Education se met en ébullition progressivement. Alors que les syndicats ne cessent d'alerter le gouvernement sur de possibles actions, le Syndicat des enseignants libres du Sénégal (Sels) lui, a décidé de poser le premier jalon. Souleymane Diallo et ses camarades ont déposé un préavis de grève lundi dernier. Ils en ont fait la révélation hier lors d'un point de presse qui s'est tenu à leur siège. Le syndicat reproche à l'Etat un manque de volonté politique qui se traduit entre autres par le non-respect des accords signés et engagements pris. Souleymane Diallo et Cie estiment que le gouvernement "a relégué l'Education et la formation au rang de sous-priorité et ériger le dilatoire en mode de gestion du dialogue social".

Ainsi le syndicat ne compte pas accorder à l'Etat la même grâce que celle de l'année dernière où les 9 mois n'ont connu aucune perturbation. Cette année, ce sera tout le contraire. Le Sels se dit prêt à engager la lutte sous différentes formes. Selon M. Diallo, ça fait 10 ans que les enseignants n'ont pas formulé de nouvelles revendications. Ils courent toujours derrière le respect des accords. De ce fait, outre la grève, le syndicat veut faite preuve d'innovation dans ses moyens de lutte. Il est ainsi prévu des sit-in, des marches et même une grande mobilisation qui regroupera tous les enseignants des différentes formations syndicales avec l'appui des centrales auxquelles elles sont affiliées. "Nous allons fortement occuper la rue", prévient le sieur Diallo. En plus de cela, le syndicat dit détenir d'autres flèches dans son arc. Mais puisqu'on ne dévoile pas son arsenal en allant à la guerre, l'on tient à garder ses armes secrètes tout en mettant en garde les autorités. "Nous utiliserons d'autres formes de luttes qui feront plus mal au gouvernement qu'aux élèves", promet-il.

Le syndicat attend de l'Etat l'effectivité de la dématérialisation du traitement des dossiers des enseignants. L'utilisation du numérique est censée mettre un terme aux lenteurs administratives. Il y a aussi l'augmentation "substantielle" des indemnités de logement, la mise en œuvre des conclusions des accords mais aussi la mise en place du comité de suivi attendu depuis plus de deux ans. Autres points non satisfaits : la mise à disposition des zones d'aménagement concertées et le virement des crédits DMC suspendus il y a un an, sans oublier le rétablissement et le fonctionnement correct de la commission gestion démocratique des enseignants au ministère de l'Education.

De nouvelles revendications

Par ailleurs, le Sels a décidé de ne plus se limiter aux anciennes revendications. Selon lui, au rythme où évolue la matérialisation des accords, les syndicats pourraient rester 20 ans sans poser de nouvelles revendications sur la table de l'Etat. L'organisation, qui a décidé de ne plus "tomber dans ce piège", prévoit désormais de mener la lutte simultanément pour le respect des accords et la prise en charge des préoccupations les plus récentes. C'est ainsi qu'il réclame au gouvernement des indemnités pour les enseignants servant dans des zones reculées ou enclavées, la revalorisation de celles liées aux examens, l'harmonisation des systèmes de retraite ou la prise en compte de l'ancienneté acquise et de l'année d'obtention du diplôme au moment du reclassement dans un autre corps. Souleymane Diallo et ses camarades regrettent que l'Etat croie avoir assez fait dans le financement de l'Education, alors que les ressources sont insuffisantes. ■

TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE

L'IDP montre la voie à suivre

L'Institut africain de développement économique et de planification (IDP) a organisé hier un séminaire sur le développement en Afrique. Les participants ont tour à tour exposé les problèmes qui empêchent l'agriculture africaine de se développer et ont tenté d'apporter des solutions.

CHEIKH DIOP (STAGIAIRE)

Le thème choisi était axé sur une seule question. "Quelle agriculture transformatrice pour l'Afrique de demain ?". En quelque sorte, les mécanismes à adopter pour permettre à l'agriculture de se développer et de participer au développement du continent dans les années à venir. Les différents panélistes ont mis à nu les potentiels que détient notre continent et la voie à suivre pour les utiliser à bon escient. Mais le principe le mieux partagé reste la transformation de l'agriculture africaine. "Elle occupe une place essentielle dans la plupart des économies africaines, avec une valeur ajoutée de 391,9 milliards de dollars en 2015. Elle doit être un moyen déterminant dans la prise en charge des questions de transformation structurelle, notamment l'industrialisation, la diversification économique, la dynamisation des échanges commerciaux et les investissements…", a déclaré la directrice de l'IDP, Mme Karima Bounemra Ben Soltane. Ce qui veut dire que l'agriculture doit jouer un rôle primordial dans l'économie des pays en voie de développement. D'après elle, ces progrès sont de bon augure, car le continent a les atouts allant dans ce sens. "60% des terres arables ne sont pas encore exploitées en Afrique et seules 5% d'entre elles sont irriguées", a-t-elle indiqué sans manquer de souligner que l'agriculture peut être un bon employeur, même si elle souffre d'un énorme manque d'attractivité pour les jeunes. Le changement climatique aussi constitue une limite au développement de cette activité, mais selon elle, les Africains doivent trouver les moyens de contourner ces obstacles. Toutefois, l'essor de ce secteur passe par deux questions fondamentales : l'accès à la terre pour tous et surtout pour les femmes et les mécanismes de financements accessibles qui tiennent en compte ces nouveaux défis climatiques.


Illustration

Libérer le potentiel

Ce retard dans le secteur agricole est dû à des facteurs qu'il convient d'expliquer. D'après l'expert pastoraliste des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Dr Malick Faye, il s'agit de la dominance de l'agriculture familiale avec plus de 90% du problème de la maîtrise de l'eau, de la dimension sociale de l'agriculture et les faibles performances agricoles en Afrique. Ainsi, il propose des solutions pour y remédier car, selon lui, l'Afrique en a les potentialités. Avec une population jeune, un projet "Faim Zéro" d'ici 2030, une approche plus systématique et pragmatique, des semences de qualité, l'utilisation des technologies agricoles, le développement des synergies et des partenariats, le continent pourra relever le défi et éradiquer la faim à cette date prévue. A sa suite, le maire de Sandiara, Serigne Guèye Diop, a fait un diagnostic de la situation agricole en Afrique. "D'ici 2050, l'Afrique comptera 2,2 milliards d'habitants. Comment faire pour nourrir tout ce monde ?" s'est-il interrogé d'emblée. Malgré le fait que 70% de la population africaine soit dans ce secteur, elle ne participe que pour 11% du PIB. Ce qui est très peu pour être souligné. Un paradoxe auquel il a tenté d'apporter des solutions. "50% de terres fertiles dans notre continent ne sont pas encore exploitées, soit 450 millions d'hectares. Seules 2% des ressources renouvelables en eau sont utilisées", a indiqué l'édile. Pour résoudre ces problèmes, il demande "l'intégration des systèmes agricoles et agroalimentaires, l'augmentation de la production agricole pour pouvoir consommer, stocker, transformer, commercialiser et enfin exporter", défend-il. Avec tous ces projets exposés, les panélistes n'ont pas manqué de solliciter des gouvernements un accompagnement aussi bien dans le domaine de l'octroi des terres que dans celui des financements. Tout cela, pour régler définitivement le problème de la faim en Afrique. ■

PLUS DE CAS RECENSÉ DANS LE CONTINENT

La poliomyélite expulsée de l'Afrique

Eradiquer la poliomyélite sur la planète, c'est l'objectif principal de Rotary Club International qui a organisé avant-hier une rencontre sur la maladie. Selon les conférenciers, le continent africain est sur la bonne voie d'élimination. A l'échelle mondiale, il n'y a que l'Afghanistan et le Pakistan qui sont touchés.

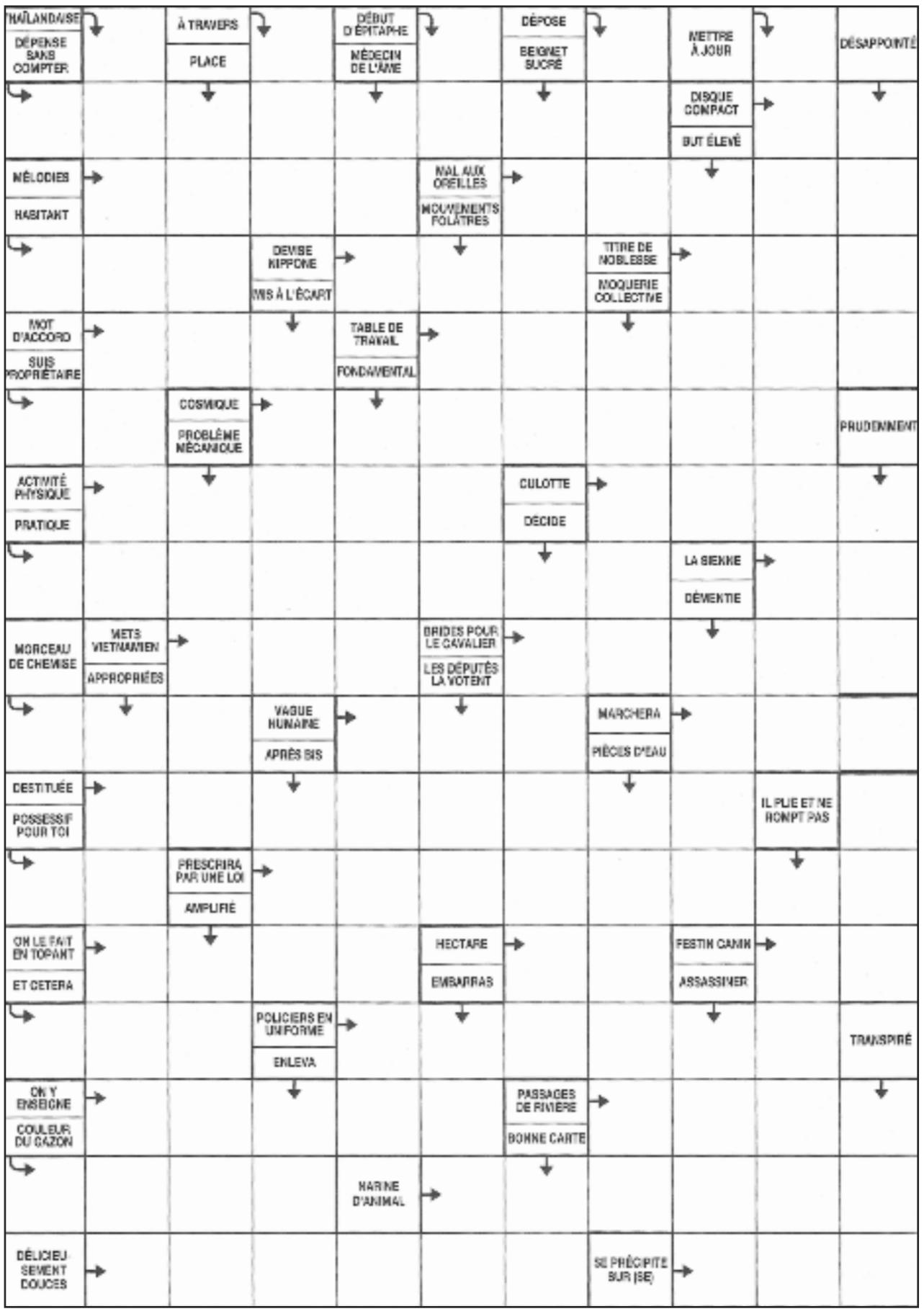
La poliomyélite est une maladie infectieuse très contagieuse, due à un virus nommé "poliovirus", qui s'attaque au système nerveux, pouvant entraîner une paralysie totale. La poliomyélite antérieure aiguë est la forme la plus fréquente et touche surtout les enfants âgés de moins de 5 ans. Elle détruit les cellules nerveuses, permettant la contraction des différents muscles du corps. Il s'agit entre autres des neurones moteurs localisés dans la moelle épinière. Ce qui peut mener à une paralysie plus ou moins étendue. Si la poliomyélite antérieure aiguë est de forme bénigne dans la majorité des cas, le traitement consistera en beaucoup de repos avec la prise d'antalgiques et d'antipyrétiques pour stopper la fièvre et les douleurs. Dans les cas graves, le seul traitement est une prise en charge de symptômes associés à la rééducation post-polio. Cette rééducation permettra d'éviter les déformations du squelette ainsi que les atrophies musculaires. Les séquelles de "polio" pourront être alors diminuées par l'utilisation de prothèses ou de traitements orthopédiques.

Pour lutter contre cette maladie, chaque année, les acteurs organisent une journée mondiale le 24 octobre. C'est dans ce cadre que s'inscrit la conférence de presse organisée avant-hier sur la polio par le "Rotary Club International". Au Sénégal, la maladie a été éradiquée, soutient le conférencier du jour, docteur Daniel Alves. "Le dernier cas date de 1998. Seuls l'Afghanistan et le Pakistan, avec 12 cas recensés, sont aujourd'hui touchés par le virus", a soutenu le médecin chirurgien et rotarien. Embouchant la même trompette, le gouverneur du district 9100 du rotary International, Aristide Tinota, a souligné que le dernier cas enregistré en Afrique remonte d'il y a un an au Nigeria, dans l'Etat de Borno. "Bientôt, cette maladie ne sera qu'un mauvais souvenir pour la planète. Depuis au moins 30 ans, le Rotary international a décidé d'éradiquer la polio. En collaboration avec l'Unicef et l'Oms, on a investi beaucoup d'argent dans l'achat des vaccins pour pouvoir vacciner le maximum d'enfants", a-t-il fait savoir.

S'agissant du Pakistan et de l'Afghanistan où la maladie est en train de sévir, M. Tinot dit avoir bon espoir que dans un délai très court, la page sera tournée. Il a également précisé qu'il n'y a pas de risque pour le Sénégal. "Il est vrai que si c'était des cas sur l'Afrique, connaissant la porosité de nos frontières, on aurait toutes les raisons de s'inquiéter. Mais ce n'est pas le cas ; ce sont deux pays trop loin du continent, il n'y a pas de risque", a-t-il rassuré. A l'en croire, sauf tremblement de terre, "la maladie ne peut se ressusciter". Pour autant, il appelle les populations à davantage de vigilance sur la santé de leurs enfants. Ceci, dit-il, pour le maintien des avancées notoires jusque-là enregistrées. "Avec l'implication des services de l'Organisation mondiale de la santé (Oms) et du suivi des vaccinations, ainsi que des campagnes de sensibilisation, la poliomyélite pourrait être boutée hors de la planète." ■

VIVIANE DIATTA

MOTS FLÉCHÉS • N°972 FORCE 2)



Numéros Utiles

SÉCURITÉ
Gendarmerie Nationale : 800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TÉLÉPHONE
Renseignements Annuaire : 1212
Service Dérangements : 1213
Service Clients : 1441

EAU - SDE
Dépannage & Renseignements 800 00 11 11(appel gratuit)

ONAS
Egoûts, collecteurs
NUMERO ORANGE
81 800 10 12(appel gratuit)

SENELEC
Service Dépannage : 33 867 66 66
Numéro du Guichet Unique : 33 865 01 12

TRANSPORTS
Société nationale de Chemins de Fer du Sénégal (SNCS): 33 823 31 40
Aéroport Léopold S. Senghor de Yoff : 33 869 22 01 / 02
Port Autonome de Dakar (24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07

URGENCES
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN : 33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS : 33 889 15 15

HÔPITAUX
Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) : 33 827 74 68 / 33 825 08 19

Humour

CADEAU D'ANNIVERSAIRE

Un homme entre dans une papeterie :
- J'aimerais offrir un beau stylo à ma femme : c'est son anniversaire !
- Oh, c'est bien, dit la vendeuse, vous voulez lui faire une petite-surprise ?
- Oh que oui, ce sera même une très grosse surprise : elle s'attend à avoir une BMW...

FONCTIONNAIRE

Jésus choisit Marseille pour revenir sur Terre.
Afin de trouver du monde et se faire connaître, il entre dans un bistrot:
- Salut les gars, je suis Jésus, je suis redescendu sur Terre...
- Peuchère, j'te crois pas.
- Si, Si, je suis Jésus.
- Prouve-le !
Un handicapé passait par là dans son fauteuil roulant, Jésus lui met la main sur l'épaule et le paralytique se lève et marche.
Un aveugle buvait tranquillement son pastis, Jésus lui met la main sur les yeux et l'aveugle retrouve une vision 15/10.
Jésus s'approche d'un troisième et l'autre crie :
- Ne me touche pas, NE ME TOUCHE PAS ! ! !
- Mais pourquoi donc,je ne te veux aucun de mal, seulement te guérir.
- Ne me touche pas, je suis fonctionnaire et il n'y a que 15 jours que je suis en arrêt maladie.

Envoyez vos blagues à enqueteblagues@yahoo.fr

CITATIONS

Ce que la bouche s'acoutume a dire, le coeur s'acoutume à croire.

BAUDELAIRE

La moitié des hommes politiques sont des bons à rien. Les autres sont prêts à tout.

COLUCHE

Je ne veux ni ne rejette rien absolument, mais je consulte toujours les circonstances.

CONFUCIUS

SUDOKU N°816

			1					
	3	2			4			
4					6		5	
3					5	8	1	
		1						
2	6			8		3		
							8	7
1		6				4		2
		8	7	6		1		

MOTS MELÉS • N°657

Il s'agit de découvrir, dans la grille, tous les mots de la liste.

AZALEE
CAILLE
DEVIER
ENDUIT
ENIVRE
EPIEE
GRELEE
HAMAC
HANCHE
IRIEN
LASCIF
LILAS
MAIRE
ONGLEE
PARFUM
REVELE
RUELLE
VIVOTE
VOLCAN
VRILLE

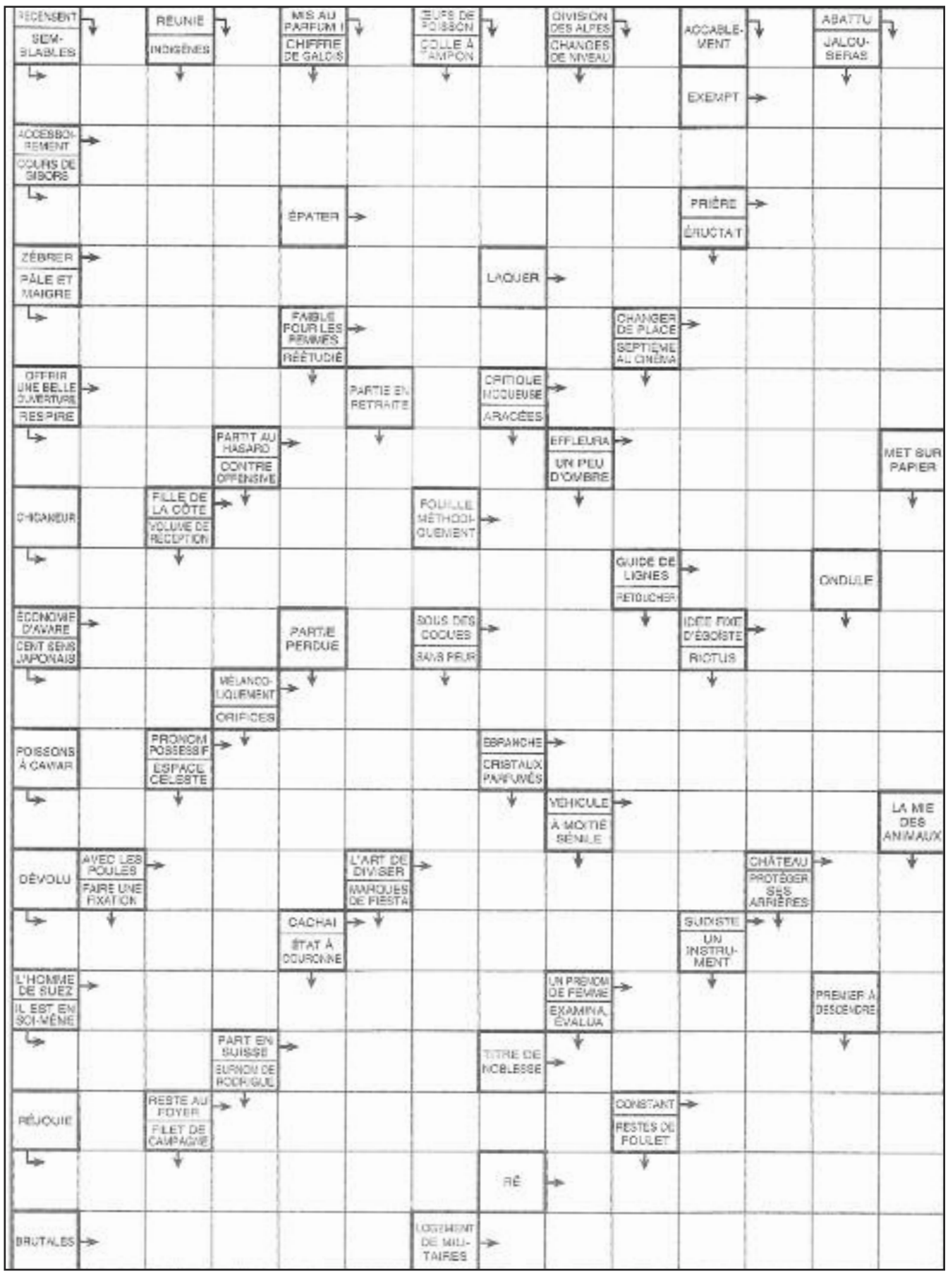
E	N	D	U	I	T	R
P	O	N	G	L	E	E
I	E	T	O	V	I	V
E	E	L	E	R	G	V
E	L	L	E	U	R	P
N	E	I	R	I	F	A
I	E	H	L	I	Z	R
V	O	L	C	A	N	F
R	E	S	L	N	S	U
E	A	E	R	I	A	M
L	E	C	A	M	A	H
D	E	V	I	E	R	C

M	E	U	G	L	E	L
B	R	I	M	E	I	P
G	O	M	I	N	A	U
R	C	N	G	R	R	R
E	E	O	I	R	E	E
R	T	T	U	V	L	L
V	E	O	A	S	L	E
U	B	L	N	R	U	V
O	E	E	T	U	B	E
D	L	I	S	S	E	E
E	U	Q	S	U	M	J
F	L	U	O	R	E	M

Une deuxième liste et une deuxième grille... À vous de jouer !

BOURRU
BRIME
BULLER
BUTEE
COUSUE
DELAVE
FLUORE
GOMINA
JEUNOT
LINGOT
LISSEE
MEROU
MEUGLE
MUSQUE
OUVRER
PARITE
RATER
RELEVE
RENIEE

MOTS FLÉCHÉS • N° 1901 (FORCE 4)



horoscope

Bélier
Amour : des soucis familiaux vous rendront un peu trop agressif. Vous serez sur les nerfs et la moindre remarque pourra déclencher une dispute. **Travail-Argent :** vous aurez du mal à vous concentrer sur les tâches quotidiennes car vous avez envie de changement. En effet, vous évoluez dans une routine bien installée et vos tâches vous semblent de plus en plus répétitives. **Santé :** faites de la relaxation !

Taureau
Amour : votre famille pourrait se montrer un peu trop envahissante à votre goût. Pourquoi faire autant de manières ? Vous pouvez tout simplement expliquer les choses calmement. **Travail-Argent :** vous irez jusqu'au bout de vos idées, même si certains esprits sceptiques les trouvent un peu farfelues. Vous devrez faire vos preuves mais si vous tenez bon, vous devriez en étonner plus d'un. **Santé :** mangez plus de fruits et de légumes.

Gémeaux
Amour : vous saurez apprécier les qualités de votre partenaire à leur juste valeur. **Travail-Argent :** aujourd'hui, chose exceptionnelle, tout se déroulera selon vos plans ! Vous serez très satisfait et un peu surpris tant il est vrai que, depuis quelque temps, les retards et les contretemps étaient votre lot quotidien ! **Santé :** vous aurez tendance à trop en faire ! Vous vous sentirez en forme et libre comme l'air du coup rien ne vous semblera impossible.

Cancer
Amour : vous ressentirez le besoin de plus d'affection et de tendresse. Vous engagerez un vrai dialogue avec votre partenaire. **Travail-Argent :** cette journée semble décisive à plus d'un titre par les changements positifs dans le domaine professionnel. La configuration astrale sera propice à la concentration et à la réalisation de projets de grande envergure. Vous pourrez repartir sur de nouvelles et solides bases. **Santé :** bonne vitalité.

Lion
Amour : célibataire, vous pourriez très bientôt faire une rencontre assez prometteuse. Plus que jamais vous aimerez plaire. **Travail-Argent :** les opportunités qui s'offrent à vous, vous permettront de consolider votre position professionnelle. Le climat astral vous donnera l'occasion d'affirmer vos ambitions et de réaliser certains de vos projets. Le succès sera garanti. **Santé :** vous ne manquerez pas de tonus, mais il y a des risques d'insomnie. Vous serez un peu trop nerveux.

Vierge
Amour : vos relations amoureuses seront empreintes de tendresse. Vous vous laisserez bercer par la quiétude et les jolies attentions de votre moitié. Vous profiterez de moments privilégiés. **Travail-Argent :** vous serez de plus en plus efficace et bien apprécié de vos supérieurs. Vous pourrez vous permettre de viser haut car vous en aurez parfaitement les moyens. Vous serez en mesure de réaliser vos ambitions. **Santé :** des petits problèmes d'allergies pourraient se présenter.

Balance
Amour : vous saurez ménager la sensibilité de votre partenaire malgré votre impatience. Les nouvelles rencontres sont très favorisées. il sera préférable de miser sur la franchise et de discuter à cœur ouvert avec votre partenaire. **Travail-Argent :** ne confondez pas vitesse et précipitation, il faut encore réfléchir avant de lancer un projet. Vous vous montrerez moins angoissé et tatillon que d'habitude. **Santé :** la fatigue nerveuse se fait sentir. Entretenez votre corps, faites de la gymnastique.

Scorpion
Amour : vous aurez bien du mal à résister à la passion qui fera brusquement irruption dans votre vie. **Travail-Argent :** il vous sera difficile de venir à bout de toutes les résistances. Faites vos comptes avant d'envisager d'autres dépenses. Ne vous laissez pas entraîner dans le manège de la politique commerciale, franchement, vous n'en n'avez pas les moyens en ce moment. **Santé :** risques de chutes. Prudence.

Sagittaire
Amour : les astres favoriseront les aventures amoureuses des célibataires. En couple, vous ferez en sorte d'être moins nerveux avec votre partenaire et de vous montrer plus à l'écoute. **Travail-Argent :** vous pouvez escompter beaucoup de satisfactions matérielles et professionnelles. Mais gardez-vous d'un triomphalisme béat. **Santé :** tonus en dents de scie.

Capricorne
Amour : il ne sera pas impossible qu'une vieille amitié évolue vers un mode de relations plus tendres. Célibataire, l'ambiance astrale vous rendra très attractif et, du même coup, facilitera vos conquêtes. **Travail-Argent :** vous aurez envie de vous détendre, mais ce sera pour plus tard. Vous devrez travailler sans relâche pour ne pas vous laisser déborder. **Santé :** faites du sport plus régulièrement mais veillez à ne pas vous surmener.

Verseau
Amour : votre intuition ne vous fera pas défaut, n'hésitez donc pas à la suivre. Vous avez l'art et la manière pour séduire. Célibataire, pas de doute, cette journée est pour vous ! **Travail-Argent :** vous allez aplanir une difficulté grâce à un ami. Privilégiez le dialogue avec votre entourage. Vous serez en mesure de faire des compromis et d'être à l'écoute de vos proches. **Santé :** ménagez votre système digestif.

Poissons
Amour : une rencontre inattendue va remettre en question certains aspects de votre vie sentimentale. **Travail-Argent** : malgré votre bonne volonté, vous ne parviendrez pas à convaincre certains collaborateurs récalcitrants ! Inutile d'insister lourdement. Vous devrez vous concentrer sur ce qui est le plus urgent. **Santé :** vous ne manquerez ni d'énergie ni de dynamisme mais il est tout de même possible qu'une migraine s'installe en fin de journée. Vos journées sont intenses en ce moment et vous avez besoin de repos.

Solutions

MOTS FLÉCHÉS N° 1900

■R■T■O■V■P■D■R
TERRITOIRE■UNE
■PHILANTHROPIE
CRUEL■CROISENT
■EMEUS■ANTE■OU
OHE■SERIE■REND
■E■MOTEL■PAN■I
ENFUI■F■CRISPE
■S■ERAILLEE■HE
KIR■ENLIAT■CO■
■BIP■CECI■CANE
ALSACE■ORAISON
■E■RATER■PRO■T
ISOLER■NITRATE
■■SENEVE■EURE■
ADAM■SI■ARS■TA
■A■ET■ACRE■CAR
GHANEEN■B■BONI
■LUTER■ARTEMIS
MIRE■EPIE■BASE
■AEROSOL■PESEE

SUDOKU N° 1566

8	6	1	4	2	5	3	7	9
3	7	4	6	1	9	8	2	5
2	9	5	7	8	3	6	4	1
7	2	3	8	5	6	9	1	4
4	8	6	1	9	2	7	5	3
1	5	9	3	7	4	2	8	6
6	3	8	2	4	1	5	9	7
9	4	2	5	3	7	1	6	8
5	1	7	9	6	8	4	3	2

MOTS MELÉS • N° 1167

Cet instrument de musique est un ancêtre de l'accordéon

MELOPHONE

SUDOKU N° 1567

1	5						6	
3	4			8				
			6	7		4		
8				1	2	7		
					3	6		
2					9			8
	9					2	4	
			2					7
						9	8	

HEURES DE PRIÈRES

HEURES DE MESSE	HEURES DE PRIERES MUSULMANES	
• Cathédrale : 7H	• Fadiar :	06:03
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30	• Tisbar :	14:15
	• Takussan :	16:45
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Timis :	18:52
	• Guéwé :	19:52

MOTS MÉLÉS EXPRESS N° 1168

Un fromage irlandais cylindrique à base de lait de chèvre

ADOUCI
ALLUMETTE
BARBE
CAISSIERE
COMPATI
COTER
COUSINE
DRAISINE
EMOTIVE
ENDURANT
FOULER
GALANTE
GOUVERNE
INSULAIRE
LONGERON
MENEUSE
MOTIVER
MOULEUR
NAIADE
OVULE
POSTE
RAGLAN
RELAIS
RESULTANT
RETAPAGE
SAOULER
SEVRAGE
SOUFFLEUR
TERRIL



E M M N R C N O R E G N O L I
M E O A E E B A R B E I R C T
O N U L L O T E I G T E U E N
T E L G A L I A A A L O E N A
I U E A I S U R P U D L L I T
V S U R S C V M O A U E F S L
E E R I O E O A E V G R F I U
R E A T S C S L O T P E U A S
T C E N R E V U O G T O O R E
E R G C O U S I N E G E S D R
F O U L E R I A L U S N I T Y
G A L A N T E N D U R A N T E

CHEIKH SIDY MOCTAR

Un Mystique en chiffre Sept

Sept ! C'est le chiffre de sa personnalité religieuse. Chiffre de la perfection. Symbole du renoncement. Sept ! Et Cheikh Sidy Moctar Mbacké, 7ème fils de Mouhamadou Lamine Barra et 7ème Khalife de Touba, incarne bien les valeurs de ce chiffre qui font de lui un silo de vertus. Pour les fidèles mourides, il est un recours et un abri. Il parle peu, si ce n'est pour instruire. Il est une Autorité religieuse et morale vers qui ruent tous les adeptes mourides et surtout ceux qui tiennent le Temporel ou œuvrent à le conquérir. A la veille du Magal de Touba, son nom a rythmé la parole publique si bien qu'une tentative de lecture de la personnalité en chiffre sept serait passionnante.



Son nom a envahi la communauté mouride très bien même avant son accès au Khalifat. Serigne Cheikh Maty Lèye est l'affectueuse appelation par laquelle les disciples se délectent à le désigner. Et cette appelation fait penser à sa mère, Sokhna Maty Lèye une dévote femme de vertu.

La dimension spirituelle de son père, Serigne Mouhamadou Lamine Barra, fils de Cheikh Ahmadou Bamba et de Sokhna Aminata Lo, est le chœur de louanges chantées à tue-tête pour célébrer son ascendance et sa gigantesque dévotion qui se lit sur son faciès illuminé. Cheikh Sidy Moctar Mbacké que d'autres appellent Serigne Cheikh Maty Lèye est un Khalife dont chacun cherche la bénédiction et en qui chaque responsable politique souhaiterait un appui moral et public de sa part.

Mais le Saint-homme mène sa vie d'exégète et de guide spirituel avec une seule mission : promouvoir davantage l'enseignement et l'action de Cheikh Ahmadou Bamba et être au service exclusif du monde musulman et de Touba.

Sa personnalité qui s'accommode bien du mythique chiffre Sept peut se lire en Sept axes.

1- Travailleur et constructeur

L'éthique du travail est une valeur à la fois cultuelle et culturelle dans la Communauté mouride. Il anoblit et permet aux disciples de jouir de sa production afin de pratiquer librement et convenablement le rite musulman.

Cette valeur est entièrement en Cheikh Sidy Moctar Mbacké. Il a à son actif de nombreuses infrastructures réalisées et explore d'immenses champs de production agricole. Il est un inlassable travailleur et un infatigable constructeur. Les chantiers mis en œuvre par ses successeurs dont Serigne Saliou Mbacké ont vu leur achèvement grâce à sa détermination. Il en est ainsi de l'agrandissement de la Grande Mosquée et de l'Université de Touba.

2 - Un double héritage

Cheikh Sidy Moctar est un héritier de son père, Serigne Mouhamadou Lamine Barra, et de Cheikh Ahmadou Bamba. Son père fut d'une grande dévotion qui impressionnait : ses vœux formulés selon une prière dont il est le seul à avoir le secret aboutissaient à un prompt exhaussement. Et son grand-père Cheikh Ahmadou Bamba fut la Sainteté même.

Ce double héritage a fait de lui un fenil de sagesse et de vertus. La soumission à Allah, le travail, la tempérance, la force d'âme, la vérité sont, entre autres, les signes identitaires de sa personnalité religieuse.

3 - Le Mystique illuminé

Cheikh Sidy Moctar Mbacké a très tôt atteint le Suprême Soi pour avoir dès son jeune âge sacrifié son Moi. Dans son action de Khalife, dans son enseignement et dans ses instructions se lit une âme extatique qui se pâme toujours au giron d'Allah.

Son mysticisme enseigne qu'Allah est Tout, en Tout et en même temps au-dessus de Tout, à la fois imminent et transcendant. Son message de tous les jours est d'éveiller en chaque disciple mouride une conscience plus haute de ses multiples relations avec Allah, Son Prophète et Cheikh Ahmadou Bamba.

Sa vision mystique du monde est alimentée par l'Islam. Son œuvre de constructeur est une expression vivante de la transcendance d'Allah. Tous les travaux qu'il met en œuvre mènent à la Grande Mosquée qui mène à la Prière.

4 - Traceur destin et bâtisseur d'âme

Cheikh Sidy Mbacké ne cesse de tracer davantage le destin de la Ville de Touba en consolidant l'œuvre de ses processeurs.

Il trace également le destin de milliers de fidèles qui sollicitent ses prières, y compris Macky Sall qui, bien que n'ayant jamais remporté en suffrage la Cité religieuse, y bénéficie d'une aura qui monte crescendo. En attestent les instructions qu'il donne pour qu'il y soit accueilli avec tous les honneurs, ce qui participe à l'élargissement de sa popularité locale.

Aux jeunes, il instruit de « retourner dans les Daaras, les champs et les Mosquées », autrement dit, à l'Education, au travail et à la prière. Et à tous les disciples, il apporte l'âme d'une vie collective faite de prières, d'actions solidaire.

Il est un bâtisseur d'âme qui apporte à la Communauté mouride une vision du monde dominée par une sorte de prophétisme jusque dans les actes les plus quotidiens de la vie. Et le respect de ses instructions rend l'âme du disciple toujours renforcée et extatique.

5 - La vérité partout et en tout

Cheikh Sidy Moctar est un homme de vérité. Il ne possède rien et n'est possédé par rien, si ce n'est sa foi en Allah, en Son Prophète (PSL) et en Cheikh Ahmadou Bamba. C'est de manière naturelle qu'il assène ses vérités sans heurter avec une sage courtoisie.

Quand des disciples dérapent ou quand un acte peu glorieux d'un parmi eux lui parvient, il sermonne sans détour. Certains même dont le patronyme est Mbacké qui ont eu à avoir une attitude identique à une dérive l'ont « entendu ». Aux syndicalistes, à la classe politique et à certaines personnalités publiques, il tient un langage de vérité ponctué de citations du Coran et d'instruction de Cheikh Ahmadou Bamba. Et il prend le temps d'argumenter sagement et d'imposer une vérité absolue.

La Shahada lui permet de distinguer le Réel du Vrai. Rien ne saurait être juste que ce que veut Allah.

6 - Un esprit enraciné et ouvert

Cheikh Sidy Moctar est né en 1925, d'autres disent 1924. Il est d'une autre génération engloutie dans une culture Wolof solide et enraciné dans un fécond culte islamique. Cela ne l'empêche pas d'être un Saint-homme qui accompagne à merveille les premiers pas du 21ème siècle et de la génération actuelle.

Son immense capacité d'écoute fait de lui un Bienheureux à l'esprit ouvert. Il sait interpréter les aspirations des citoyens et en saisir le dénominateur commun pour inviter le Temporel en à apporter une solution. De lui, de sa vision et de son action émane un grand projet d'avenir qui unit Foi et développement.

Avec la classe politique, il ne fait aucune distinction et accorde à chaque leader politique la bénédiction conforme à son statut. Son esprit d'ouverture fait de lui un Guide généreux.

7 - Un rassembleur d'énergies humaines

Cheikh Sidy Moctar est un rassembleur. Il unit sans confondre et distingue sans séparer. Il assume en virtuose sa mission sacerdotale de Khalife et met tous les disciples dans la même situation en accordant à ses frères, cousines, neveux, nièces, alliés une égale attention.

Les Dahiras constituent une unité devant son autorité morale. Pour lui, les germes de l'avenir et la force de la confrérie mouride sont là où des groupes de disciples se rassemblent, se concertent et agissent dans une dynamique unitaire pour porter au loin les enseignements de Cheikh Ahmadou Bamba.

En lui, se lit Saint homme qui a vécu le 20ème siècle et vit le 21ème avec la prière commune de millions de disciples qui lui souhaitent une très longue vie. ■

BABACAR MBENGUE
(Journaliste et Consultant en Communication et Relations publiques)

INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX DE BASE

Kaffrine manque de tout

Créée par décret présidentiel en 2008, la Région de Kaffrine est l'une des plus grandes régions administratives du Sénégal. Elle couvre une superficie de 11.492 km2 et constituait presque les 2/3 de l'ancienne région de Kaolack. Zone-carrefour, Kaffrine est géographiquement limitée au Nord par les régions de Diourbel et Louga, à l'Est par la Région de Tambacounda, au Sud par la République de Gambie et à l'Ouest par la Région de Kaolack. Elle est l'une des rares Régions du Sénégal, avec Dakar et Tambacounda, qui comptent quatre départements.

Cette Région, riche de 700.000 âmes, est pauvre en activités génératrices de revenus.

Les infrastructures et services sociaux de base s'y font désirer.

L'agriculture, principale activité des populations, n'y est pas assez soutenue ; elle reste tributaire de la saison des pluies.

D'une population essentiellement jeune, Kaffrine manque d'infrastructures sportives et récréatives ainsi que d'infrastructures routières pour faciliter la mobilité des personnes et des biens.

Conscient de cet état de fait déplorable, le gouvernement du Sénégal avait promis la construction, en début du mois d'octobre 2017, de la route Kaffrine-Nganda qui reste une vieille doléance des populations de ces localités. L'impraticabilité de cette route cause d'énormes dégâts aux populations sur le plan sanitaire, sécuritaire avec la recrudescence des cas d'accidents mortels, de blessures graves ainsi que de maladies de toutes sortes.

Le gouvernement du Sénégal s'était aussi engagé à construire et équiper le stade Régional qui tarde à voir le jour. A l'instar des autres Régions du Sénégal, Kaffrine devrait bénéficier de cette infrastructure sportive qui participera, sans nul doute, au développement du sport ; facteur de brassages et d'amitiés entre jeunes.

Nous rappelons, à l'Etat du Sénégal, au respect de ses différents engagements vis-à-vis de notre jeune Région, engagements pris lors de la tenue du conseil des ministres délocalisé à Kaffrine. ■

NDEME NDIAYE
(Président du conseil communal de la jeunesse de kaffrine)

FIFA - CORRUPTION - NASSER AL-KHELAIFI (PRÉSIDENT DU PSG)

“Je suis venu tranquille, je repars très tranquille”

Le président de beIN Media et du Paris SG est soupçonné d'avoir corrompu Jérôme Valcke, ex-N.2 de la Fifa, pour l'attribution des droits de diffusion de deux Coupes du monde.


Nasser Al-Khelaïfi à l'issue de son audition à Berne

“Je n'ai rien à cacher” : Nasser Al-Khelaïfi, président de beIN Media et du Paris SG, a été entendu mercredi à Berne par la justice suisse, qui le soupçonne d'avoir corrompu Jérôme Valcke, ex-N.2 de la Fifa, pour l'attribution des droits de diffusion de deux Coupes du monde.

C'est en qualité de patron de beIN Media que le Qatari de 43 ans s'est expliqué durant toute la journée, après une arrivée discrète vers 9h30 qui lui a alors permis d'échapper à la vingtaine de journalistes, présents devant le bâtiment judiciaire.

Puis, avec un sourire, le Qatari a fait sa première déclaration publique dans cette affaire, devant la presse, vers 16h30 : “J'ai demandé à venir en Suisse pour donner mes explications, je n'ai rien à cacher, je suis disponible pour le procureur général s'il veut me revoir, je suis venu tranquille, je repars très tranquille”.

L'affaire a éclaté le 12 octobre, quand la justice suisse a révélé l'ouverture d'une enquête pour «corruption privée» présumée dans l'attribution des droits médias des Coupes du monde 2026 et 2030, visant Al-Khelaïfi, corrupteur présumé, et Valcke, corrompu présumé.

Mais ce n'est pas le début de l'histoire. Le MPC a en réalité lancé sa procédure le 20 mars 2017, une enquête qui a conduit à une opération “coordonnée”, menée simultanément en France, en Grèce, en Espagne et en Italie.

Pour le volet français, le 12 octobre, les bureaux parisiens de la chaîne de télévision qatarie beIN Sports ont été perquisitionnés par les services du parquet national financier (PNF) français.

Le lendemain, une villa à Porto Cervo, marina de carte postale en Sardaigne, estimée à 7 M EUR, a été perquisitionnée et saisie par la police italienne. Cette dernière soupçonne que cette résidence “constitue le ‘moyen de corruption’ utilisé par Nasser Al-Khelaïfi (...) à l'encontre (de Jérôme Valcke) pour acquérir les droits télévisés” incriminés.

Me Francis Szpiner, son avocat, avait expliqué mercredi dernier à l'AFP que son client “contestait toute corruption” et “souhaitait être rapidement entendu à sa demande par le ministère public de la Confédération suisse”. ■

(20MINUTES.FR)

REVUE TOUT TERRAIN

FOOT

Daesh menace Lionel Messi et le Mondial



Star planétaire, Lionel Messi a une aura qui dépasse largement le périmètre du football et n'échappe donc pas à la récupération de son image. Ainsi, Daesh a diffusé via Wafa Madia Foundation, un de ses canaux de propagande, un photomontage mettant en scène l'Argentin derrière des barreaux, un œil en sang. Cette affiche a été repérée par SITE Intelligence Group Enterprise, une entreprise américaine spécialisée sur la veille des vidéos propagées par les groupes terroristes islamistes. Selon SITE, à travers Lionel Messi, Daesh adresse une menace sur la prochaine Coupe du monde en Russie.

FOOT - ANGLETERRE - ECO

Le “Big Six” n'aura pas la part du lion sur les droits TV internationaux

C'est une défaite pour les six clubs les plus riches de la Premier League. Manchester City, Manchester United, Tottenham, Arsenal, Liverpool et Chelsea n'ont pas réussi à obtenir une part plus importante que les autres équipes sur la vente des droits TV hors Royaume-Uni de leur Championnat.
Un projet dans ce sens avait été soumis début octobre aux 20 clubs de l'élite qui se partagent aujourd'hui le gâteau équitablement (44 M€ par club et par an). Il prévoyait que 35% de la manne pourraient être distribués en fonction du classement. Mais la Premier League a annoncé mardi qu'il n'y avait “pas de consensus pour un changement des règles” et a annulé la réunion prévue ce mercredi pour en (re)discuter et le cas échéant passer au vote (pour être adoptée, la mesure aurait dû recueillir une majorité de 14 clubs sur 20).
Le projet du “Big Six” portait sur la période 2019-2022 qui verra encore grossir l'enveloppe actuelle de 3,35 milliards d'euros sur trois ans, grâce à la signature de contrats de diffusion en forte hausse aux Etats-Unis et en Chine.

FOOT - ANGLETERRE - LEICESTER

Claude Puel nommé

Sans poste depuis son éviction de Southampton l'été dernier, Claude Puel a rebondi en Premier League. Le technicien français de 56 ans a, en effet, été nommé ce mercredi entraîneur de Leicester, qui a licencié la semaine dernière Craig Shakespeare. L'ancien coach de Monaco, Lille, Lyon et Nice s'est engagé jusqu'en 2020 avec les Foxes, champions d'Angleterre en 2016 et actuels seizièmes de Premier League. Il dirigera son premier match avec sa nouvelle équipe dimanche, pour la venue d'Everton.

BAYERN

Tuchel reste le favori

Un temps annoncé sur le banc du Bayern Munich, Thomas Tuchel va devoir patienter encore quelques mois. Et pour cause, l'ex-entraîneur du Borussia Dortmund a été devancé par Jupp Heynckes. Mais comme l'annonce Bild ce mercredi, le vétéran allemand, qui a réussi à redresser l'ogre bavarois, est uniquement revenu pour dépanner et il devrait libérer sa place à l'issue de l'exercice en cours. Le média germanique précise que Tuchel, libre, est le favori pour reprendre les Roten. Le coach de 44 ans, également annoncé dans le viseur d'Everton pour remplacer Ronald Koeman, licencié lundi, devrait décliner la proposition des Toffees et attendre le départ programmé d'Heynckes pour occuper le poste le plus prestigieux de sa carrière dès l'été prochain.

JUVE

Matuidi aurait pu signer à l'Inter

S'il fait aujourd'hui le bonheur de la Juventus Turin, le milieu de terrain Blaise Matuidi (30 ans, 8 matchs en Serie A cette saison) aurait pu ne jamais rejoindre la Vieille Dame. En effet, le Français, acheté pour 20 millions d'euros plus 10,5 millions d'euros de bonus au Paris Saint-Germain l'été dernier, aurait pu signer... à l'Inter Milan. Selon les informations de Calciomercato, c'est l'actuel entraîneur des Nerazzurri, Luciano Spalletti, qui a fait capoter l'affaire à la dernière minute. Pas convaincu par les qualités de l'international tricolore, l'ex-coach de l'AS Rome a préféré mettre ce dossier de côté, misant plutôt sur le milieu de terrain passé par la Fiorentina, Matias Vecino. Jusqu'ici, Spalletti ne regrette pas son choix puisque l'Uruguayen réalise de belles performances au sein de la formation lombarde, en tête de Serie A.

PSG

Pastore poussé vers la sortie

Blessé en septembre et resté sur le banc lors des trois derniers matchs du Paris Saint-Germain, Javier Pastore (28 ans, 4 matchs et 2 buts en L1 cette saison) traverse encore une saison compliquée. Selon Tuttosport, son avenir n'est plus à Paris. Déjà annoncé possible partant cet été, l'ancien joueur de Palerme devrait être poussé vers la sortie en janvier. Le quotidien italien assure qu'Antero Henrique travaille sur le dossier et cherche un nouveau club pour "El Flaco". Le directeur sportif parisien est notamment en contact avec l'Inter Milan, intéressé de longue date. L'Argentin serait utilisé comme monnaie d'échange pour un transfert de Joao Mario (24 ans, 9 apparitions en Serie A cette saison), déjà annoncé sur les tablettes parisiennes l'été dernier. Peu titularisé par Luciano Spalletti (3 titularisations en 9 matchs), le champion d'Europe 2016 plaît beaucoup à Henrique et Unai Emery, qui souhaite l'arrivée d'un milieu de terrain supplémentaire. Une telle opération permettrait à l'Inter de proposer un salaire important à Pastore en faisant une économie sur son indemnité de transfert.



EQUIPE DE FRANCE

Pape Diouf veut revoir Benzema

Boudé par Didier Deschamps depuis deux ans en raison de son implication dans l'affaire de la sextape de Mathieu Valbuena, Karim Benzema (29 ans, 81 sélections et 27 buts) effectuera-t-il son retour en équipe de France pour la Coupe du monde 2018 ? A priori, il y a peu de chances. Mais l'attaquant du Real Madrid peut en tout cas compter sur d'importants soutiens, dont celui de Pape Diouf, qui souhaite que le sélectionneur national fasse la part des choses dans ce dossier. "Karim Benzema, on ne peut pas indéfiniment l'ignorer. D'autant qu'il joue dans la meilleure équipe européenne et qu'il a déjà montré par le passé tout le talent qui est le sien. On ne peut pas expliquer l'absence de Benzema uniquement sur des critères sportifs. Deschamps doit simplement avoir le courage de dire que c'est sur d'autres critères qu'il ne le prend pas", a indiqué l'ancien dirigeant marseillais au micro de SFR Sport.

LIVERPOOL

Le prix de Coutinho dévoilé !

C'était l'un des dossiers les plus chauds du dernier mercato estival. Le FC Barcelone avait insisté pour recruter Phillipe Coutinho, et le milieu offensif brésilien de 25 ans avait réclamé de quitter Liverpool (son contrat expire en 2022). Finalement, il est resté du côté d'Anfield, et a inscrit quatre buts lors des huit dernières rencontres toutes compétitions confondues. Des grandes performances qui ne passent pas inaperçues en Catalogne. Selon les informations de Mundo Deportivo, les dirigeants du Barça taperaient toujours à la porte de Liverpool pour recruter l'international brésilien. Mais les dirigeants des Reds ont refroidi les espoirs des Blaugrana, en dévoilant le prix pour le joueur : 150 millions d'euros !

FOOT - COUPE DU MONDE U17

L'Espagne en finale

Porté par son capitaine Abel Ruiz, auteur d'un doublé, l'Espagne a battu le Mali (3-1) et rejoint l'Angleterre en finale de la Coupe du monde U17. L'attaquant Abel Ruiz a d'abord transformé un penalty (19e), après une faute commise sur Cesar Gelabert Pina. Puis son coéquipier lui a distillé une magnifique passe en profondeur pour aller inscrire un doublé (43e). A 2-0, le match a basculé avec un but injustement refusé à Cheick Oumar Doucouré. Sur une frappe lointaine, le ballon a touché la barre et a rebondi dans le but avant de ressortir. Derrière, sur un coup de tête de Ferran Torres (71e), les Espagnols ont fait le break. Les Aigles ont réduit malgré tout la marque par l'intermédiaire de Lassana N'diaye (74e).
C'est la quatrième fois que l'Espagne atteint ce niveau de la compétition, qu'elle n'a encore jamais remportée. Elle affrontera samedi en finale l'Angleterre, qui a battu le Brésil (3-1).

NBA

Cleveland se relance

Battus à domicile par Orlando lors de leur troisième match de la saison régulière, les Cleveland Cavaliers ont relevé la tête mardi soir face aux Chicago Bulls (119-112). LeBron James (34 pts) a constamment pesé sur la rencontre, à un poste plutôt inhabituel.

Italie - 10e journée
Mardi
Inter - Sampdoria 3-2
Hier
Atalanta - Hellas Vérone 3-0
AS Rome - Crotone 1-0
Bologne - Lazio 1-2
Cagliari - Benevento 2-1
Chievo - AC Milan 1-4
Fiorentina - Torino 3-0
Genoa - Naples 2-3
Juventus - Spal 4-1
Sassuolo - Udinese 0-1

France - Coupe de la Ligue
Mardi
Lorient - Caen 0-1
Guingamp - Montpellier 0-2
Hier
Lille - Valenciennes 2-2 (5 tab 4)
Angers - Nancy 3-2
Dijon - Rennes 1-2
Metz - Red Star 1-0
Strasbourg - Saint-Etienne 1-1 (5 tab 4)
Toulouse - Clermont 4-2
Tours - Nantes 3-1
Troyes - Amiens 1-2

Angleterre - League Cup
Mardi
Arsenal - Norwich 2-1 a.p.
Bournemouth - Middlesbrough 3-1
Bristol City - Crystal Palace 4-1
Leicester - Leeds 3-1
Swansea - Manchester Utd 0-2
Man City - Wolves 0-0 (4 tab 1)
Hier
Chelsea - Everton 2-1
Tottenham - West Ham 2-3

PROTECTION DE L'INTÉGRITÉ DANS LE SPORT

Interpol et le CIO coordonnent les bonnes pratiques

Dans le cadre de leur mission conjointe de lutte contre la criminalité dans le sport, l'Organisation internationale de police (Interpol) et le Comité international olympique (CIO) ont tenu, hier, un atelier régional regroupant les représentants des instances dirigeantes des mouvements sportifs du Mali, du Cameroun, du Niger, de la Mauritanie, du Cameroun et du Sénégal, sur le thème : "l'intégrité dans le sport".

LOUIS GEORGES DIATTA



Youssoupha Ndiaye *Diagna Ndiaye*

Face aux nombreuses menaces qui planent sur l'avenir de l'activité sportive, l'Organisation internationale de police (Interpol) et le Comité international olympique (CIO) ont organisé, hier à Dakar, un atelier régional afin d'échanger sur leur nouvelle stratégie de "prévention internationale coordonnée". Se réjouissant du choix du Sénégal pour la tenue d'une telle rencontre, le président du Comité national olympique et sportif (Cnoss), Mamadou Diagna Ndiaye, est convaincu que la "coopération avec la communauté internationale est décisive pour assurer la permanence d'un sport de qualité, propre et intègre". Le thème de cet atelier est "l'intégrité dans le sport". Celle-ci doit être protégée, selon l'ancien président de la Commission éthique du CIO (actuellement dirigée par l'ancien Secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon), Youssoupha Ndiaye. Car, explique l'ancien ministre des Sports, "si la crédibilité du sport, jouant un rôle sociétal fondamental, est en danger, nos sociétés se mettent dans de graves difficultés".

En plus du Sénégal, pays hôte, le panel concerne le Mali, le Cameroun, la Mauritanie et le Niger. Ces derniers partagent leurs différentes expériences dans le domaine de lutte contre la manipulation des compétitions et autres menaces à l'intégrité du sport. "Nous apprendrons de ce que font les Maliens, les Mauritaniens, les Camerounais et les Sénégalais. Ensemble, nous allons pouvoir mutualiser nos efforts dans cette lutte", a déclaré le secrétaire général du Comité national olympique du Niger, Youssouph Amadou Tidiani.

Cette rencontre, initiée par Interpol et le CIO, réunit aussi les autorités de la Police nationale dont le directeur général est représenté Seydou Bocar Diack, directeur de la Police judiciaire. Ce dernier a assuré de l'engagement des services chargés de l'application de la loi à "essayer de mettre en place un cadre national approprié visant à préserver l'intégrité dans le sport". Selon lui, le succès de ce combat nécessite une "approche intersectorielle" sur les plans national et international.

L'approche globale d'Interpol et le CIO

La criminalité dans le sport est devenue une certitude. Pour lutter contre ce phénomène qui gagne du terrain, Interpol et le CIO ont décidé de mettre un programme mondial fondé sur "l'approche globale". Cette stratégie s'articule autour de 3 axes. Il s'agit d'abord du cadre réglementaire. Il est question d'encourager et d'appuyer la mise en œuvre de la législation et de la réglementation sportive pour protéger l'intégrité dans le sport et prévenir la manipulation des compétitions. Il y a ensuite la sensibilisation et la formation. Cela pour préparer et former les principales cibles du monde sportif à repérer les activités et sollicitations suspectes et à les signaler aux autorités compétentes. Ainsi, les initiateurs de ce programme ont prévu de proposer, à travers le monde, des ateliers allant dans ce sens. C'est dans ce cadre que s'inscrit celui de Dakar. Enfin, le dernier point concerne l'application de la réglementation. L'objectif est de renforcer la capacité des parties prenantes à recueillir et exploiter de manière efficace les informations, en vue de coordonner les enquêtes des instances sportives et des services chargés d'appliquer la loi concernant la manipulation des compétitions. ■

TENUE DES MANIFESTATIONS SPORTIVES

Demba Diop bloque tout

Les activités sportives au Sénégal, particulièrement le foot et la lutte, sont actuellement au point mort à cause de l'indisponibilité du stade Demba Diop depuis le drame du 15 juillet dernier.

ADAMA COLY

"Un seul être vous manque, et tout est dépeuplé." Cette citation d'Alphonse de Lamartine sied parfaitement au Sénégal en matière d'infrastructures sportives. Parce que depuis que le stade Demba Diop de Dakar est fermé suite au drame du 15 juillet ayant occasionné la mort de 8 supporters du Stade de Mbour en finale de la Coupe de la Ligue contre l'Union sportive de Ouakam (Uso), de nombreuses activités sportives sont quasiment bloquées. Et pas des moindres.

Lutte : souci pour les grands chocs

La lutte paie aujourd'hui au plus fort l'indisponibilité de cette enceinte pourtant démodée. Le promoteur Pape Abdou Fall ne sait plus où donner de la tête. Il ne finit certainement pas de cogiter quant au sort du combat entre Modou Lo et Lac de Guiers 2. Prévu fin-juillet dernier, le 16 précisément, le duel entre le lutteur des Parcelles Assainies et le chef de file de l'écurie Wallo a dû être reporté à cause de cette tragédie survenue la veille. Calé pour le 29 octobre, le choc est encore repoussé. "Nous avons vu l'état du stade et ce que nous avons retenu déjà, c'est que nous ne pouvons pas y organiser le combat programmé dans les jours à venir", a annoncé le ministre de l'Intérieur Aly Ngouille Ndiaye, à la fin de la visite effectuée le 14 de ce mois, en compagnie des agents de la Direction de la protection civile (DPC), de la Police nationale et de la Brigade des sapeurs-pompiers. "Nous ne voulons pas faire dans la précipitation parce que nous voulons préserver la vie des Sénégalais", avait assuré son collègue du département des Sports, Matar Ba.

Luc Nicolaï doit également être dans la même situation. Le promoteur de la Petite Côte qui a monté l'affiche Balla Gaye 2-Gris Bordeaux devrait revoir ses plans. Même si le ministre des Sports a promis "d'accompagner (les acteurs de la lutte) pour que les activités sportives ne s'arrêtent pas dans le département de Dakar", la solution est loin d'être simple à régler. Surtout avec les travaux de la future arène nationale qui tournent presque au ralenti. Les amateurs de ce "Sport de chez nous" auront du mal à être servis convenablement pour cette saison déjà ouverte, car les grandes affiches ne trouvent toujours pas une "arène".

Le foot

Ce que Matar Ba n'a pu accompagner correctement, ce sont les championnats populaires de football, communément appelés "navétanes". Tout a été perturbé dans plusieurs Zones de l'Organisme de coordination des activités de vacances (ODCAV) de Dakar.

Ce dysfonctionnement touche également le football professionnel. La Fédération sénégalaise de football (FSF) et la Ligue pro peinent à organiser correctement leurs compétitions. Les finales D1 et D2, initialement prévues au stade Alassane Djigo de Pikine, ont dû être chassées vers le Centre Technique Jules François Bocandé de Toubab Dialao. On éprouve des difficultés à faire démarrer la nouvelle saison qui sera lancée ce week-end à Djigo avec le Tournoi de l'Assemblée nationale.

Abandonné à lui-même, le stade Demba Diop vient donc de prouver qu'il reste incontournable dans la marche du sport. Parce derrière, c'est le désert total en termes d'infrastructures. "Aujourd'hui, je le répète, on n'a pas un seul stade aux normes internationales, au Sénégal. Il faut se dire la vérité (...) C'est évident, capital que ce stade (Demba Diop) rouvre dans de bonnes conditions", résume le président délégué de Dakar Sacré-Cœur (DSC), Mathieu Chupin.

Et malheureusement, rien n'a bougé pour cette enceinte. L'Etat ne sait quoi en faire. Faut-il le raser ou le réfectionner ? Ce problème est devenu une urgence. ■

BRÈVES

FOOT - WEST HAM - TRANSFERT

Diafra Sakho n'a pas changé d'avis

Retenu par West Ham l'été dernier alors qu'il devait rejoindre le Stade Rennais, l'attaquant Diafra Sakho (27 ans, 7 apparitions et 1 but en Premier League cette saison) veut toujours quitter les Hammers. L'avant-centre sénégalais ne cache pas ses intentions. "J'ai passé trois merveilleuses années à West Ham. Je ne peux qu'en être heureux mais je veux toujours partir. Je le maintiens. Je ne le cache pas. Que les fans soient heureux ou pas, je veux changer d'environnement. Je veux voir autrement. Je pense que partir en France serait bon challenge dans la perspective de relancer ma carrière", a déclaré l'ancien Messin dans des propos relayés par Senego. Sakho n'a été titularisé qu'à deux reprises toutes compétitions confondues cette saison.

MONDIAL 2018 - AFRIQUE DU SUD / SÉNÉGAL

Le Zambien Janny Sikazwe au sifflet

(APS) L'arbitre de la finale de la CAN 2017, le Zambien Janny Sikakazwe a été désigné pour officier lors de la rencontre Afrique du Sud-Sénégal du 10 novembre à Polokwane, a appris l'APS auprès de la Fifa. Agé de 38 ans, le Zambien avait sifflé le quart de finale Sénégal-Cameroun remporté par les Lions Indomptables aux tirs au but (5-4) après un score de parité 0-0 à la fin du temps réglementaire et des prolongations. L'officiel zambien qui avait sifflé le match Guinée-Tunisie (1-4) de septembre dernier lors de la 5-ème journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2018, sera assisté de l'Angolais Jerson Emiliano Dos Santos et de l'Erythréen Berhe Tesfargiorghis O'Michael. Le 4e arbitre est le Zambien Wisdom Chewe. Cette rencontre est reprogrammée par la Fifa qui avait constaté que le résultat du premier Afrique du Sud-Sénégal (2-1) (2e journée des éliminatoires dans le groupe D) joué en novembre dernier a été "manipulé" par l'arbitre. D'ailleurs, ce dernier le Ghanéen, Joseph Lamptey a été suspendu à vie de toutes activités liées au football. Leader de son groupe de qualification avec 8 points, le Sénégal sera qualifié en phase finale de la Coupe du monde en cas de victoire, le 10 novembre. Quatre jours plus tard, les deux équipes vont se retrouver au stade Léopold Sédar Senghor pour la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe du monde, dans le groupe D.

FOOT - MONTPELLIER

Souleymane Camara entre encore un peu plus dans l'histoire

20e minute mardi soir sur la pelouse du Roudourou dans les Cotes d'Armor...Sur un corner, Souleymane Camara place une tête piquée et ouvre le score... L'attaquant montpelliérain vient d'inscrire son 71e but sous les couleurs de la Paillade. Il devient du coup le 2e meilleur marqueur du club. Il détrône Jean-Marc Valadier, l'attaquant de la Paillade des années 76-82 qui en a marqué 70. A bientôt 35 ans, l'attaquant sénégalais est un exemple pour ses coéquipiers. "je ne me prends pas la tête, je me concentre sur le travail, explique-t-il avec humilité, j'espère pouvoir continuer à marquer des buts et en faire marquer." Il lui faudra quand même en inscrire 13 de plus pour rattraper le meilleur buteur du club qui reste Laurent Blanc, avec 84 buts en 291 matchs.

CAF

4 Sénégalais dans les Commissions permanentes

Trois dirigeants sénégalais accompagnent le président de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Augustin Senghor, dans les Commissions permanentes de la Confédération africaine de football (CAF), a appris l'APS. En plus de Me Augustin Senghor, membres des commissions juridique et d'organisation de la CAN, on trouve l'ancien international Khalilou Fadiga qui a été reconduit dans la Commission technique et Cheikh Tidiane Fall qui a été intégré dans la Commission d'organisation des CAN U17, U20 et U23. Le président de la Ligue amateur Abdoulaye Saydou Sow, qui est par ailleurs le président de la ligue de football de Kaffrine, est désormais membre de la Commission du football spécifique (futsal et beach soccer), précise le site officiel de l'instance dirigeante du football continental. Cheikh Tidiane Fall, ancien responsable du service des sports et rédacteur en chef du quotidien Le Soleil, a été pendant plusieurs années directeur de la Communication de la SDE (Société des Eaux du Sénégal). Fall a dirigé de 2001 à 2002 la Commission communication de la Fédération sénégalaise de football (FSF) et c'est à ce titre qu'il a été Chef de presse des Lions à la CAN et au Mondial 2002.